

t.120.6-50 - NY/bp
t.311 Amérique latine

Berne, le 28 juillet 1975

RAPPORT DE MISSION
EN
AMÉRIQUE LATINE

11.4.75 - 12.5.75

J.P. Nyffeler

TABLE DES MATIERESExtrait no

1. Déroulement chronologique de la mission
 2. EQUATEUR - Valorisation de surplus bananiers
 3. EQUATEUR - Laboratoire INIAP
 4. EQUATEUR - Insémination artificielle
 5. EQUATEUR - Conservation des récoltes
 6. EQUATEUR - Développement de coopératives rurales
 7. EQUATEUR - Projets CESA
 8. EQUATEUR - SECAP; Banque Mondiale; Consultants
 9. COLOMBIE - Généralités; IPROSCO; Medellin
 10. COSTA RICA - Instituto Nacional de Aprendizaje (INA)
 11. COSTA RICA - Unacoop; Turrialba
 12. GUATEMALA - Quezaltenango; Projet forestier FAO
 13. HONDURAS - Formation professionnelle; programme UNICEF
-

t.120.6--50 - NY/bp
t.311 Amérique latine

3003 Berne, le 11 juin 1975

Voyage de service de Jean-Pierre Nyffeler
en Amérique latine
(du 11 avril au 12 mai 1975)

Rapport de mission

Extrait No 1 - DEROULEMENT CHRONOLOGIQUE DE LA MISSION

- 11/14.4 - Voyage Berne-Genève-New-York-Miami-Quito
- 15/29.4 -- Exécution de la mission en Equateur, comprenant les entrevues suivantes:
- Ambassade : M. Max Ammann, Chargé d'affaires a.i.
 - Coopération technique : MM. Jean Th. Spiro et Toni Rihs
 - Crina S.A. : M. Jean Rossi
 - Swisscontact : MM. Max Betschart, H.P. Monsch et R. Zbinden
 - MAG : Grl Raúl Cabrera Sevilla, Ministre de l'agriculture
Dr Vasconez, directeur général adjoint (ganaderia)
Col. Hernán Torrez Bonilla (ENAC)
Ing. Miguel Riofrio, directeur du développement rural
 - Min. du Travail : Dr E. Rivadeneira, dir. nationale des coopératives
 - CENDES : Ing. Servio Palacios, chef division promotion
Ing. Nicolas Espinosa, promoteur industriel régional
 - CESA : M. Fausto Jordán, directeur national
M. Ramon Espinel, directeur de CESA Guayaquil
 - URECOBA : M. Gonzalo Silva Arroyo, gérant
 - Fédération des éleveurs : M. Ruben Espinosa, directeur
 - INIAP : Dr Ampuero, directeur général

- Banharina S.A. : M. Richard Espinosa Palacios, gérant
 - Institut cooperativo ecuatoriano : Lic. Gil Santillan, directeur
 - Hacienda la Merced (Sangolqui) : Dr Isabel Robalino B. propriétaire
 - Coop. d'insémination de Machachi : M. Miguel de la Cuova, secrétaire
- 29.4 - Voyage Quito-Bogota
- 30.4-1.5 - Entretien avec M. l'Ambassadeur A. Geiser ainsi qu'avec MM. G. Pedrazzi (vice-consul), E. Schaer (IPROSCO), Glauser (importateur horloger) et Schmid (recteur du collège Helvetia).
- 2.5 - Voyage Bogota-Medellin
- 2/3.5 - Entretiens avec MM. Pierre Pasche, Luc Haenny, Claude Perrinjaquet, Peter Bittman et Christian Von Burg (INDEL), coopérants auprès de l'Université nationale de Medellin, ainsi qu'avec l'équipe de professeurs colombiens de la Faculté de Mines.
- Entrevue avec Dr Dario Valencia, recteur de l'Université Nationale de Medellin
- 3/4.5 - Voyage Medellin-Panamá-San José (Costa Rica)
- 4/6.5 - Entretiens avec :
- Ambassade : M. Alexis Kurth, Chargé d'affaires a.i.
 - Swisscontact : MM. Hans Keller, Max Jäggli et R. Braunschweiger
 - INA : MM. Fernando Lizano (gerente), Hernan Lopez (subgerente) et Solano (chef de projet homologue)
 - UNACOOOP : M. Rodrigo Ruiz, gerente
 - FAO : M. Herster Barres, expert forestier
 - M. Rodolfo Salazar, chef du programme forestier de Turrialba
 - M. Jorge Zamora, de Diversificación Agrícola, Turrialba
- 6.5 - Voyage San José-Tegucigalpa (Honduras)
- 6/8.5 - Entretiens avec :
- Ambassade : M. August Dissler, Chargé d'affaires a.i.
 - PNUD : M. Mattsson, représentant résident
M. Pierre Dekok, programmeur
 - BIT : Ing. Arturo Letona, dir. adjoint pour Amérique centrale
 - INFOP : M. André Benete, expert du BIT
 - "Planificacion" : Lic. Eduardo Arias Osorio, expert du BIT
Lic. Ramon Medina, assistant (dépt. coopération technique)

- 3 -

- 8.5 - Voyage Tegucigalpa-Guatemala City
- 8/10.5 - Entretiens avec :
- Ambassade : M. l'Ambassadeur Gottlieb Gut et
M. G. Cattaneo
 - MAE : Ministre Lic. Luis Méndez Dangel (direction
juridique)
 - INAFOR : M. Humberto Tasaico, directeur du projet
forestier FAO
 - UNICEF : Lic. Rolando Quiros, représentant pour
l'Amérique Centrale
- 11/12.5 - Guatemala City-New-York-Genève-Berne

J.P. Nyffeler

t.120.6-50 -- NY/bp
 t.311 Equateur
 t.311 Equateur 4

3003 Berne, le 26 juin 1975

Rapport du voyage de service de M. J.P. Nyffeler en
Amérique latine (11 avril - 12 mai 1975)

Extrait no 2 - EQUATEUR - VALORISATION DE SURPLUS BANANIERS

1. Introduction

Dans l'analyse d'une action aussi complexe que celle de la valorisation des surplus bananiers en Equateur, il me paraît indispensable de traiter successivement les différents segments du pipeline partant des plantations bananières et se terminant sur la table du consommateur. Ce faisant, je tenterai d'éclairer quelque peu le chemin qui sera suivi prochainement par les évaluateurs de ce projet.

2. L'approvisionnement de l'usine de Quevedo

Deux facteurs limitent actuellement l'approvisionnement de l'usine de Quevedo en bananes fraîches. L'un est structurel : la réduction rapide de la superficie des bananeraies de la Zone centrale. L'autre est conjoncturel : la forte hausse des prix de la banane à l'exportation.

2.1. Superficie des bananeraies

A l'époque de la conception du projet, à la fin des années '60, les bananeraies de la Zone centrale couvraient une superficie de 170'000 ha., qui s'est réduite rapidement au cours des 5 dernières années, pour ne plus couvrir qu'environ 20'000 ha. Cette réduction provient d'une cause naturelle, le mal de Panama, qui détruit irrémédiablement les plants de Gros Michel (le type de banane cultivé dans la Zone Centrale) qui en sont atteints; mais elle aussi est surtout due à une politique délibérée de la Direction du programme national de la banane, qui vise à l'élimination systématique de la Gros Michel au profit de la Cavendish, une variété qui est réfractaire au mal de Panama. Cherchant à réduire la superficie totale des bananeraies du pays - qui reste excédentaire en période normale - le programme de la banane encourage - voire impose - la réduction des superficies de Gros Michel, mais n'autorise pas leur remplacement par des superficies de Cavendish. L'importance de la Zone centrale diminue donc rapidement et continuera à le faire tant que la politique de la Direction du programme national de la banane ne se sera pas modifiée.

L'une des conséquences de cette politique est que le centre de gravité de la production bananière équatorienne se déplace vers la Côte, diminuant ainsi la part d'une zone où les coopératives de petits producteurs jouaient un rôle relativement important, au profit d'une zone côtière où prédominent les grands producteurs.

Historiquement, les coopératives de la Zone centrale ont trouvé de bons débouchés dans les pays socialistes en exportant directement, mais dans la mesure où cette source d'approvisionnement aura disparu*, il faudra bien se tourner vers un autre produit, la Cavendish, dont la distribution est contrôlée par Standard Fruit. De nouveaux marchés seront donc ouverts par les grands groupes nord-américains et leurs associés ou fournisseurs équatoriens, tels que Bananera Noboa.

URECOBA contrôle actuellement le 40% de la production de la Zone centrale, soit 8'000 ha. Théoriquement, elle devrait donc avoir une part de 40% à la commercialisation des bananes de la Zone, mais en fait elle n'en touche que le 20%. Cela montre combien son pouvoir s'est effrité au cours des 5 dernières années : elle ne compte plus que 465 membres, contre 800 en 1970. Mais cela montre aussi qu'elle n'arrive plus à contrôler l'écoulement de sa propre production - celle de ses membres - sur les marchés d'exportation, pour des raisons conjoncturelles.

2.2 Prix à l'exportation

Le prix des bananes à l'exportation est fortement monté par suite des destructions causées par l'ouragan Fifi aux bananeraies honduriennes en septembre 1974. Privés temporairement d'un important fournisseur, les grands groupes exportateurs se sont approvisionnés dans la Zone centrale, se laissant aller à une telle surenchère qu'URECOBA elle-même doit autoriser ses membres à livrer à des tiers. Elle ne commercialise donc plus que le cinquième de la production de la Zone, le reste se partageant entre

- Standard Brands
- Bananera Noboa (associée à Standard Brands)
- UBESA (groupe allemand)
- "Constructora"
- "Quirola"

Il est vrai qu'URECOBA n'arrive pas à concurrencer les prix offerts par Standard Fruit. Celle-ci offre 30 sucres par carton de bananes (19 kg net), alors qu'URECOBA ne peut offrir que 20 sucres. URECOBA se trouve donc en mauvaise posture et n'arrive même pas à exécuter certains contrats passés à prix fixes avec le Chili. Lorsque l'on considère

* c.à.d. la banane Gros Michel de la Zone centrale

le revenu net que peut tirer le petit producteur, il est normal qu'il ne livre pas à la fabrique de Quevedo.

Prenons comme exemple 8 tonnes de bananes, poids brut, qui peuvent être emballées en 400 cartons dans une "empacadora" (frais d'emballage : 880 sucres) pour être ensuite livrées à Guayaquil (frais de transport : 1200 sucres); ces bananes pourraient être livrées à la Banharina (frais de transport : 600 sucres), pour un prix d'environ 250 sucres la tonne (prix d'achat moyen en mars 1975). Le revenu net (en sucres) du producteur (avant déduction des frais de production) serait le suivant, selon l'acheteur :

| | <u>Standard Fruit</u> | <u>Urecoba</u> | <u>Banharina</u> |
|----------------|-----------------------|----------------|------------------|
| Revenu brut | 12'000 | 8'000 | 2'000 |
| Frais de vente | 2'080 | 2'080 | 600 |
| Revenu net | 9'920 | 5'920 | 1'400 |
| | ===== | ===== | ===== |

Actuellement donc, aucun producteur ne livre directement à Banharina. Dans le pire des cas, on livre aux commerçants de la Sierra, pour retirer un revenu brut de 360 sucres la tonne.

Et pourtant Banharina obtient malgré tout de la matière première, permettant à l'usine de tourner à la moitié de sa capacité. Il s'agit des déchets de toutes les "empacadoras" de la Zone centrale. Comme celles-ci débitent 300'000 cartons par semaine, il y a suffisamment de déchets pour alimenter l'usine, même avec un faible pourcentage de rejets. Dans ce cas, il est clair que le producteur ne touche rien sur la vente des déchets, car il a vendu sa récolte au poids brut à l'empacadora qui encaisse le produit de la vente des déchets.

2.3 Perspectives

Les perspectives de URECOBA sont assez sombres et ses dirigeants vont jusqu'à penser qu'à terme, l'unique producteur dans la région de Quevedo sera NOBOA, qui rachète peu à peu les petites exploitations. L'écart entre les prix à l'exportation et ceux offerts par Banharina paraît insurmontable à URECOBA, qui préfère garder ses fruits pour l'exportation. Par exemple, la Pologne s'intéresserait à acheter 80'000 tonnes de bananes par an à un prix garanti pendant 5 ans. 20% de ce tonnage serait de la Gros Michel. C'est là le type de marché auquel s'intéresserait URECOBA si elle pouvait replanter certaines superficies. Par contre, selon URECOBA, les prix payés par Banharina ne justifient pas l'ouverture de nouvelles plantations. Elle n'envisage d'ailleurs pas de

signer un contrat à long terme avec Banharina, car il lui est impossible de forcer ses membres à livrer à l'usine lorsque les prix à l'exportation sont élevés.

A moins d'un effondrement majeur des marchés d'exportation pour la Gros Michel, qui ferait de l'usine le dernier recours des petits producteurs, il est peu probable que ceux-ci livreront à Banharina. Par contre, les empacadoras continueront à livrer leurs déchets. On peut cependant se demander jusqu'où ira le processus de contraction de la Zone centrale. A un moment donné, la Direction du programme de la banane devra décider si elle veut l'extinction de cette zone ou si elle autorise le replantage, par exemple de bananes non-exportables pour l'usage exclusif de la Banharina.

En ce qui concerne l'approvisionnement de Banharina, je partage donc l'optimisme modéré de M. Spiro dans le moyen terme mais pour le plus long terme, la survie de l'usine dépendra d'une décision politique, et celle-ci sera prise en fonction du poids de différents groupes de pression, dont il m'est difficile d'estimer l'influence respective.

3. Le processus de production

Depuis la mise en marche de l'usine de Quevedo, en février 1974, différents problèmes techniques sont apparus successivement, la résolution de l'un révélant le suivant. C'est ainsi que pendant longtemps, le mauvais séchage des bananes a pu être attribué à un hâchage défectueux, mais une fois que les hâcheuses idoines ont été installées, il est apparu que la teneur en latex des bananes vertes était la cause des perturbations du processus de séchage. Il devenait donc nécessaire d'éliminer mécaniquement - par pressage - une grande partie du latex contenu dans les fruits. Du même coup, une partie de l'humidité des fruits était éliminée par un processus plus économique que le processus calorifique, d'où une économie d'énergie.

Après divers essais, M. Spiro a retenu un système de pressage à rouleaux et il nous a proposé de financer le 80% du coût (jusqu'à frs. 25'000.-) d'une presse à rouleaux acquise en Colombie, Banharina prenant à sa charge les 20% restants. Nous avons accepté cette proposition en avril 1975, car il était évident que Banharina n'allait pas financer cet investissement à elle-seule : d'une part, la société a subi une perte d'environ 1,5 mio de sucres en 1974 et ses stocks invendus atteignaient près de 600 tonnes à fin mars 1975, soit l'équivalent d'une année de ventes, au rythme atteint par celles-ci durant le premier trimestre de 1975; d'autre part, l'approvisionnement précaire de l'usine ne justifiait pas un investissement destiné à accroître la capacité de production; enfin, la perspective de la création d'un vaste complexe de fabriques de bananes dans

la région de la Côte (voir plus loin) n'incitait sans doute guère la direction de Banharina à investir quoi que ce fût pour l'affinement du processus de production de Quevedo. Par contre, il était dans l'intérêt de la CT de pousser l'affinement du processus de production, non pas par sollicitude pour Banharina, mais pour optimiser l'usine en vue de la reproduction éventuelle de l'expérience de Quevedo dans d'autres pays producteurs, avec les ajustements nécessaires.

La presse a donc été installée à Quevedo au mois de mai. Le degré optimum de pression requis sera déterminé avec l'aide d'un doctorant de l'Ecole polytechnique de Quito. Il importe en effet de ne point trop presser les fruits, sinon ce ne sera pas seulement l'eau et le latex qui seront éliminés, ce sera aussi une bonne partie des protéines et la composition de la farine de banane sera altérée, invalidant ainsi les essais sur animaux réalisés à ce jour.

On voit donc que l'optimisation technique de l'usine est complexe et doit être menée de façon systématique. J'ai le sentiment que M. Spiro est un peu seul dans cette tâche et que le "know how" de Crina S.A. et de Kunz A.G. aurait pu être utilisé plus intensément - et de façon moins "fragmentaire" - depuis février 1974, mais il est probable que la direction de Banharina a voulu restreindre "l'intrusion" de techniciens étrangers... la société dispose d'un certain "know how", qu'elle surestime probablement, et les techniciens étrangers pourraient à brève échéance devenir des concurrents dans la fourniture de "know how" pour le grand complexe étudié par CENDES.

Au niveau technique, M. Spiro ne peut donc s'appuyer que sur l'ingénieur et le mécanicien équatoriens basés à Quevedo. Quant au gérant de Banharina, M. Espinosa, il ne descend à l'usine que toutes les trois semaines. On parvient sans doute à affiner peu à peu le processus de production, mais selon M. Rossi, certaines techniques adoptées sont loin d'être optimales. Elles lui paraissent même contestables : Par exemple, la capacité de la hâcheuse est six fois plus grande que celle du four; il en résulte des temps d'attente variables pour les bananes hâchées, ce qui selon lui donne naissance à une réaction chimique indésirable (polymérisation par enzymes).

M. Rossi pense que les techniciens de Quevedo ne pourront pas optimiser la fabrique d'ici au printemps 1976, époque prévue pour la préparation de notre rapport sur l'expérience de Quevedo. Pour y parvenir il faudrait que nous puissions mettre à disposition - sur place - un technologue ayant une connaissance approfondie des processus de production alimentaire (par exemple chemical engineer avec connaissance en technologie alimentaire). M. Rossi estime que 6 mois d'expert sont à prévoir pour l'optimisation de l'usine dans les conditions actuelles avec la perspective

d'un accroissement substantiel de la productivité. Pour étudier différents systèmes de pressage, il faudrait compter 6 mois de plus au minimum.

Cependant, il serait futile d'engager une telle dépense si une usine du type de celle de Quevedo n'est pas viable. Si elle l'est - ce sera à l'évaluation de nous l'indiquer - nous devons décider si nous voulons engager les dépenses nécessaires à l'affinement de Quevedo, et si nous y sommes disposés, il nous faudra faire des propositions non pas aux administrateurs de Banharina, mais au grand actionnaire qui pourra imposer sa volonté "d'en haut", la CV-CFM. Etant donné que celle-ci est potentiellement intéressée au financement du grand complexe étudié par CENDES, elle aura tout avantage à accepter notre proposition.

4. La commercialisation

4.1 Le marché équatorien

A ce jour, la commercialisation de la farine de banane sur le marché équatorien n'a pas donné les résultats attendus. Il est vrai que la décision de confier en exclusivité la distribution à l'Association des Eleveurs a été particulièrement malencontreuse, ainsi que l'ont montré les faibles volumes de ventes réalisées par l'Association. J'ai pu vérifier que l'Association réserve la fabrique de banane pour ses propres membres et ne livre pas à des éleveurs non affiliés à l'Association.

Avec une telle politique, il n'est guère étonnant que l'exclusivité de la distribution ait été retirée à l'Association, qui continue cependant à disposer d'un droit de distribution. Banharina a déjà établi 10 nouveaux points de vente, dans certains cas en concurrence avec les points de vente de l'Association. Ces nouveaux points de vente consistent en des distributeurs qui vendent déjà des aliments pour le bétail. Le système employé est celui de la consignation, avec un pourcentage progressif échelonné selon le volume des ventes. La publicité locale est payée par Banharina.

Malgré ces mesures, les ventes tardent à se développer. Pendant le premier trimestre de 1975, elles ont stagné autour de 50 tonnes par mois. Diverses raisons ont été avancées pour expliquer cette situation. Celles de l'Association des Eleveurs doivent être accueillies avec le plus grand scepticisme. L'Association invoque par exemple le niveau insuffisant du prix du lait, mais en fait, la farine de banane reste une proposition commerciale avantageuse dans le rapport actuel entre les prix du lait, de la farine de banane et du maïs. Un autre argument est celui de l'incertitude de la propriété de la terre. En fait, cette incertitude sert à justifier des

expectations de rendement démesurément élevées à court terme, de la part de certains grands éleveurs. Il est alors inévitable qu'en faisant son calcul économique en fonction de tels rendements on butera contre un prix du lait "insuffisant".

Les raisons avancées par M. Spiro sont plus plausibles :

- Banharina n'offre pas encore un aliment complet, la farine doit être mélangée avec d'autres éléments et certains éleveurs hésitent à faire les mélanges eux-mêmes ou ne disposent pas des formules nécessaires;
- la publicité n'a pas encore pu être suffisamment développée;
- le marché visé n'est encore que celui des bovins.

Selon M. Spiro, les mesures suivantes permettront un accroissement substantiel des ventes locales :

- une mélangeuse d'aliments sera installée à Quevedo dès le mois de juillet, ce qui permettra d'offrir des aliments complets sous diverses formules garanties : les granulés pourront être mieux absorbés par le bétail que la farine, qui est difficile à mâcher;
- l'INIAP prépare un dépliant sur la farine de banane qui donnera un sceau d'approbation scientifique à ce produit et recommandera certaines formules de mélange d'aliments;
- le marché des porcins et de la volaille va s'ouvrir en 1976, dès que les essais en cours sur ces animaux seront terminés.

Quant à M. Espinosa, son approche des problèmes de commercialisation ne m'a guère convaincu. Il ne semble pas avoir un plan bien défini pour la mise en place de son réseau de distributeurs - un seul des dix points de vente écoule un volume réellement satisfaisant - et paraît porter plus d'intérêt à la conclusion de quelques fructueux contrats d'exportation dans les pays adjacents, voire même à d'autres utilisations de la farine de banane (par exemple celle de colle de amidon pour bois en contreplaqué). Il est vrai qu'à court terme - et même à moyen terme - l'exportation reste le seul moyen pour Banharina de se défaire de ses stocks excédentaires, qui s'accroissent rapidement et drainent les ressources de l'entreprise. Si ces stocks venaient à dépasser 1000 tonnes, Banharina serait dans une situation financière dangereuse.

4.2 Les marchés d'exportation

Banharina prospecte intensément les marchés de la région andine afin de conclure quelques contrats de l'ordre de 200 à 300 tonnes avec des fabriques locales d'aliments pour le bétail. Ces efforts se concentrent sur les pays où la

farine de bananes est déjà homologuée, c'est-à-dire le Chili, le Venezuela et surtout la Colombie où le prix du maïs est actuellement très élevé (US \$ 180.- la tonne) et où la farine de bananes serait un produit de substitution avantageux.

Il est probable qu'un ou deux contrats pourront être décrochés, permettant à Banharina de redresser sa situation; mais si ces contrats devaient être par trop fructueux, le danger serait grand que Banharina ne néglige son marché intérieur pour se lancer dans des "coups de poker" à l'exportation. Quant aux grands marchés mondiaux d'exportation, il est hors de question de songer à les servir à partir de la fabrique de Quevedo. Seul un grand complexe de fabriques à bas coût de production peut entrer en considération.

5. La dimension internationale

Depuis mi - 1974, CIENDES s'intéresse au potentiel de la farine de bananes sur le marché mondial, en vue de l'implantation éventuelle d'un complexe de production destiné à l'exportation. Une étude des débouchés a été réalisée avec l'appui du Centre du Commerce International, qui a permis de confirmer l'existence d'un potentiel important et en croissance rapide, résultant de la hausse tendancielle du prix des céréales sur les marchés mondiaux, ainsi que de la volonté des grands importateurs de diversifier leurs sources d'aliments pour le bétail (considérations de sécurité cf. expérience du soya). Des contrats de l'ordre de 100'000 tonnes par an au minimum seraient susceptibles d'intéresser de grands groupes tels que Carghill et André, mais à ce niveau-là, il devient crucial d'optimiser tous les paramètres déterminant le prix CIF auquel la farine peut être livrée. Les deux experts chargés de mener l'étude ont donc poussé leur analyse au-delà du cadre purement commercial, car les données que l'on peut tirer de l'usine-pilote de Quevedo restent trop brutes et ne sont donc pas fiables. De plus, au fur et à mesure que le produit "farine de bananes" s'est révélé être une proposition intéressante, les administrateurs de Banharina se sont montrés de moins en moins loquaces.

Les deux experts ont donc mis à profit leur passage en Suisse pour prendre contact avec les sources mêmes du "know how" investi par la Coopération technique dans Banharina, ainsi qu'avec de grands groupes importateurs. Il en est ressorti un "profil de projet", dont les principales conclusions seraient les suivantes:

- des données concluantes ne peuvent pas être tirées de Quevedo, la fabrique n'est qu'un prototype dont la mise au point n'est pas assez méthodique, elle fonctionne trop irrégulièrement et les distances sont trop grandes pour le transport de déchets à grande échelle;

- il faut que toute la production d'une zone déterminée soit réservée à la fabrique, sur une base garantie. Il s'agit donc d'abandonner les bananes de table, pour passer à des variétés donnant si possible un rendement de 80 à 100 tonnes à l'hectare;
- le complexe de production envisagé doit pouvoir livrer 100'000 tonnes de farine annuellement, au minimum. L'optimum consisterait en une "grappe de fabriques" d'une capacité de 60 à 90 tonnes/heure, chacune étant située au centre d'une zone de plantations, le complexe se trouvant à relativement courte distance d'un port. Ainsi se trouverait optimisé le paramètre le plus important, celui des frais de transport;
- les investissements à envisager sont de l'ordre de US \$ 10 mio, mais la farine de bananes pourra alors être produite à un prix très avantageux : frs. 55.-- la tonne;
- les grands importateurs n'envisagent pas de participer au financement du complexe de production, mais ils sont prêts à passer des contrats fermes pour des périodes de 5 ans.

CENDES étudie actuellement ce profil de projet, qui suscite beaucoup d'intérêt au niveau du gouvernement.

6. La politique de Banharina

Au sein de Banharina, l'unanimité n'est plus la règle et le rôle de certains administrateurs devient de plus en plus passif. Ainsi, le représentant de URECOBA n'assiste que sporadiquement aux séances du conseil d'administration et reste passif. Depuis la rupture de son contrat de distribution exclusive, l'Association des éleveurs joue un rôle plus effacé. Cependant elle reste une force latente avec laquelle il faut compter, vu son poids politique. Le représentant des actionnaires privés - un ingénieur de la CV-CFN - ne joue pas les premiers rôles non plus. Les éléments moteurs sont donc MM. Espinosa (CV-CFN) et Spiro.

Où va la Banharina ? Quels sont les objectifs réels de son Conseil d'administration, au-delà des vagues déclarations d'intention ? Ce n'est pas le mutisme de son gérant qui m'aura permis de le discerner. La relation future entre Banharina et le grand groupe en voie de création est une inconnue qui influence certains comportements.

La situation peut cependant être éclaircie par la CV-CFN, qui est non seulement le principal actionnaire de Banharina, mais aussi un importateur fournisseur potentiel de capitaux pour le complexe de production étudié par CENDES. En effet, si CV-CFN rachetait la totalité des actions de Banharina, elle pourrait utiliser systématiquement Guevedo comme champ d'expérience pour le

- 10 -

grand groupe d'usines à l'étude. Dès lors, la mise à disposition d'un technologue par la Suisse prendrait tout son sens, si nous décidions de continuer à appuyer ce projet.

J.P. Myffeler

t.120.6-50 - NY/bp
t.311 Equateur 4

Berne, le 8 juillet 1975

Rapport du voyage de service de J.P. Nyffeler en
Amérique latine (11 avril-12 mai 1975)

Extrait no 3 : EQUATEUR - Laboratoire INIAP

1. Etat du projet

Avec MM. Rihs et Rossi, j'ai inspecté le laboratoire INIAP à Santa Catalina. Cette visite m'a permis de constater que l'équipement du laboratoire est complètement installé et fonctionne à pleine capacité. En contraste avec la situation d'il y a deux ans, les rangs du personnel équatorien sont maintenant bien fournis, mais il leur manque encore l'étoffe, c'est-à-dire que les cadres locaux qui reprendront la charge de ce projet sont actuellement à l'étranger, pour études post-graduate. Il faut espérer que leurs études se dérouleront sans encombres - ce qui paraît être le cas - de façon à ce que l'expert suisse, M. Treboux, puisse être retiré comme prévu à fin 1976.

2. La deuxième phase

L'entrevue avec M. Ampuero - directeur général de INIAP - s'est très bien déroulée et toutes nos propositions concernant la deuxième phase de ce projet ont été acceptées sans discussion. Ainsi, le rapport des contributions suisses et équatoriennes s'est modifié dans le sens d'une contribution sensiblement plus élevée de la part de INIAP, compensant la réduction de notre apport.

Pour ce qui est de l'appui de ce projet par des consultants suisses, je pense que l'expérience acquise sur place par M. Rihs devrait être exploitée ultérieurement. Il conviendrait de lui faire des propositions concrètes dès son retour en Suisse, en septembre 1975.

Vu le fort taux d'utilisation du laboratoire par le personnel équatorien, il semble que la place disponible pour des boursiers d'autres pays latine-américains soit assez limitée. Cependant M. Ampuero serait certainement prêt à faire preuve de compréhension, le cas échéant. Les bourses sur place prévues par la proposition 24/75 ne concernent donc que des ressortissants

équatoriens engagés dans des travaux de recherche appliquée post-graduate. M. Spiro prévoit d'accorder un complément de 1'500 sucres par mois pour des célibataires et de 2'500 sucres pour des étudiants mariés en plus des 2'500 sucres donnés par INIAP. Pour financer ces bourses, M. Spiro disposera de deux sources : les frs. 12'000.-- prévus dans la proposition 24/75, ainsi que les intérêts produits par le placement du fonds de bourse représentant la contribution de INIAP, qui se monteront à environ frs. 3'500.-- par année.

En ce qui concerne l'achat de réactifs et de matériel, il existe un certain conflit entre l'efficacité à court terme, qui préoccupe avant tout les experts suisses du projet, et l'efficacité à long terme, qui est l'objectif visé par la Centrale. En attendant que les procédures d'achat aient été rodées par INIAP, M. Rihs désirerait pouvoir disposer d'un fonds rotatif de 5'000 sucres par mois pour le tirer d'affaire en cas d'urgence. Ce fonds représente environ frs. 10'000.-- pour la deuxième phase, et ne couvrira que le matériel de rechange et les réactifs, à l'exclusion des publications. En outre, ce fonds "de réserve" ne figurera pas dans l'accord couvrant la deuxième phase du projet, et ne constituera donc pas un oreiller de paresse pour INIAP, qui doit absolument être en mesure de faire tourner ce projet de façon indépendante d'ici à la fin 1976. J'ai donc indiqué à MM. Spiro et Rihs que nous les autorisons à dépenser un montant maximum de frs. 10'000.-- au titre de matériel d'ici à fin 1976, qui sera couvert par la réserve de frs. 50'000.--. De toute façon, il conviendra d'utiliser ces fonds avec une grande retenue, en évitant de nous substituer sans nécessité à INIAP"

J.P. Nyffeler

t.120.6 - 50
t.311 Equateur - NY/sa

Berne, le 11 juin 1975

Rapport de mission Nyffeler en Amérique latine
11.4.75 - 12.5.75

Extrait no. 4: EQUATEUR - INSEMINATION ARTIFICIELLE

1. Introduction

Les points de vue recueillis étant parfois divergents, il me paraît indiqué de les citer séparément, afin de faciliter la compréhension de la position de chacun des groupes ou personnes intéressés.

2. Données fournies par le Ministère de l'agriculture (MAG)

L'Empresa nacional de inseminacion artificial (ENDES) a été créée par décret de novembre 1974. Son capital de dotation est de 20 mn de sucre, (fr. 2 mio.), fourni par le MAG. ENDES a pour tâche de récolter, stocker et distribuer le sperme de bovins au niveau national. Son plan d'activités est le suivant:

- a) croisements d'essai avec des races sélectionnées ("brown swiss" et autres). Ces essais sont en cours, les résultats ne sont pas encore connus.
- b) création d'une base de 20 vaches de haute qualité pour produire de bons reproducteurs.
- c) établissement d'un réseau national de distribution et d'insémination, sous forme d'entreprises mixtes (privé/public).
- d) formation professionnelle de techniciens en insémination artificielle et en gynécologie bovine.
- e) développement de ENDES en tant que centre de référence, de contrôle de qualité des reproducteurs, de testage des taureaux.

- 2 -

Cette année encore, ENDES se propose d'édifier un premier centre à Machachi, près de Quito, où 20 hectares ont été acquises à proximité de la Coopérative d'Insémination de Machachi. Cependant, aucune collaboration n'est prévue avec celle-ci (voir ci-après).

Pour l'équipement partiel de ce premier centre, une firme U.S. a fait une offre se montant à U.S.\$ 39'000.--, mais ceci ne comprend pas la formation professionnelle. Selon les déclarations du Dr Vasconez (MAG), ENDES préférerait recourir à des experts mis à disposition de pays à pays, plutôt qu'à ceux du secteur privé, car ils offriraient en principe un appui plus objectif et désintéressé. Le MAG paraît vouloir s'adresser de préférence à la Suisse, plutôt qu'à la Grande Bretagne ou au Canada. Le Gr1. Cabrera (ministre MAG) m'a indiqué qu'une décision de principe serait prise rapidement et qu'une demande officielle et détaillée nous serait adressée, le cas échéant. Elle porterait sur deux experts (durée non précisée), l'un étant chargé de planifier le centre de Machachi avec les techniciens équatoriens responsables, l'autre étant un spécialiste en croisements bovins.

3. Données fournies par l'Asociacion de Ganaderos (AG)

En raison de conflits relatifs au prix du lait, les relations entre l'AG et le MAG sont assez tendues. M. Ruben Espinosa (ancien ministre de l'agriculture) m'affirme d'emblée que ENDES court au devant de l'échec, que son nouveau directeur (M. Velarde a remplacé M. Roman) est un incapable et qu'une étroite association du MAG et de l'AG est indispensable au succès du programme. Il s'agit d'étudier sérieusement le problème de base, qui est celui de la fertilité, en vue de déterminer les besoins. Par exemple, les centres d'insémination de Machachi et de Latacunga sont très déficients. L'AG connaît les besoins réels, ce qui n'est pas le cas du MAG. Il faudrait

- 3 -

donc que les experts suisses collaborent à la fois avec l'AG et le MAG. MM. Spiro et Espinosa s'accordent à dire que le MAG ne comprend pas grand chose à l'élevage, mais que c'est malheureusement cet organisme qui dispose des fonds destinés à l'insémination artificielle.

4. La coopérative d'insémination de Machachi (CIM)

J'ai visité cette coopérative qui est intéressante comme exemple de ce qui se fait actuellement dans la Sierra, dans le secteur de l'insémination artificielle.

La CIM compte 55 membres, disposant de 14'000 têtes de bétail. Pour les programmes d'insémination, on a recours au sperme de race Holstein, qui n'a pas donné de très bons résultats. Depuis 1969, la CIM n'utilise plus que du sperme local et a pratiquement renoncé à en importer, vu qu'il coûte trop cher. La CIM dispose de 12 taureaux et a obtenu les résultats suivants pour la période 1970 - 1973:

| | <u>Inséminations pour coopérative</u> | | <u>Ampoules vendues à</u> |
|------|---------------------------------------|---------------------|------------------------------|
| | <u>Nombre</u> | <u>% conception</u> | <u>des tiers non-membres</u> |
| 1970 | 10280 | 45,5 | 10'321 |
| 1971 | 9459 | 46,2 | 10'592 |
| 1972 | 9002 | 47,4 | 10'414 |
| 1973 | 8751 | 46,6 | 11'151 |

Le taux de conception atteint environ 75 % pour les ampoules vendues à des tiers. Ceci est dû au fait que ceux-ci disposent d'un personnel mieux formé; quant à la coopérative, elle ne dispose même pas d'un centre pour garder ses taureaux, bien qu'elle soit l'une des plus importantes de la Sierra. Les taureaux sont placés dans différentes haciendas, où le "manejo" est souvent d'un niveau insuffisant.

- 4 -

La CIM vend ses ampoules entre \$ 1,20 et \$ 2,40 la pièce. Elle a fait certains essais avec des ampoules importées (Simmental et Brown swiss), achetées à la firme Curtis à \$ 13 - \$ 15 la pièce. Les résultats ne sont pas encore connus. La CIM note que les ampoules importées sont chères et ne doivent être utilisées que pour des vaches de race pure. Parfois, le prix de l'ampoule est artificiellement élevé (jusqu'à \$ 28 !!), car il comprend une récupération de créances.

La CIM pensait collaborer avec ENDES, mais ce partenaire présumé semble vouloir aller seul de l'avant. La CIM est incertaine de son futur.

5. Données fournies par M. Spiro

Selon M. Spiro - et l'AG semble abonder dans son sens - la race Holstein actuellement répandue en Equateur supporte mal l'altitude. Elle est sous "stress" et sélectionne trop ses fourrages. L'Equateur désire donc croiser les dizaines de milliers de génisses actuellement importées de Costa Rica avec d'autres races. Apparemment, on pense avant tout à la Simmental, mais la Brown swiss conviendrait également.

Le Canada a offert les ampoules de Simmental à \$ 18 - \$ 20, puis a baissé son prix à \$ 15 - \$ 16. Or, la Suisse livre des ampoules en Amérique du Nord à \$ 4 - \$ 5 la pièce, donc on pourrait arriver à \$ 6 pour l'Equateur, compte tenu des frais de transport plus élevés. En incluant \$ 2 par ampoule pour couvrir les frais d'experts, on arriverait à \$ 8, ce qui ne représenterait que la moitié du prix demandé par le Canada. Pour la Brown swiss, le prix des ampoules suisses est encore plus compétitif, toujours selon M. Spiro.

6. Conclusions et recommandations

Il s'agit en premier lieu de vérifier les prix articulés

- 5 -

par M. Spiro. S'ils sont réalistes, il semble possible que cette action soit auto-financée, c.à.d. que la vente de 50'000 ampoules (par exemple) permettrait de récupérer \$ 50'000 à \$ 100'000, selon que \$ 1 ou \$ 2 serait inclu dans le prix de vente. Ceci permettrait certainement de couvrir le nombre de mois/expert nécessaire à l'exécution de ce programme. La C.T. n'interviendrait alors que comme intermédiaire prêtant ses bons offices entre ENDES et les éleveurs suisses. Pour l'heure, il convient d'attendre la demande officielle du MAG.

t.120.6-50 - NY/bp
t.311 Equateur

3003 Berne, le 10 juin 1975

Voyage de service de Jean-Pierre Nyffeler
en Amérique latine
(du 11 avril au 12 mai 1975)

Rapport de mission

Extrait No 5 - EQUATEUR - CONSERVATION DES RECOLTES

1. Introduction

Comme dans le cas de l'insémination artificielle, M. Spiro et moi-même avons laissé nos partenaires du MAG dans le rôle de demandeurs, ce qui les oblige à prendre l'initiative. Nous n'avons donc pas offert les services d'experts suisses, nous contentant de définir avec le MAE quels sont les besoins et en convenant qu'une demande détaillée nous serait soumise officiellement par le Ministère de l'Agriculture.

2. Les besoins

Il s'agit d'appuyer l'Empresa Nacional de Almacenamiento y Comercialización de Productos Agropecuarios (ENAC) dans son programme de silos ("plantas de silos").

Deux experts devraient être prévus :

- l'un pour la supervision de la construction de silos
- l'autre pour former le personnel qui administrera les "plantas de silos" du point de vue technique (c'est-à-dire conservation de température, d'humidité, etc), en somme les "jefes de planta".

3. La demande du MAG

Cette demande est parvenue à notre bureau de Quito en date du 5.5.75. Elle est malheureusement très brève (un paragraphe), et se borne à reprendre ce qui figure sous point 2. Aucune précision n'est donnée quant au nombre de mois/experts à prévoir. Je pense qu'il faut compter avec un total de 24 mois/expert, qui pourraient être mis dans une large mesure à la charge du MAG (assistance partiellement payée).

J.P. Nyffeler

t.120.6-50
t.311 Equateur -- NY/bp

3003 Berne, le 17 juin 1975

Rapport du voyage de service de Jean Pierre Nyffeler
en Amérique latine
(du 11 avril au 12 mai 1975)

Rapport de mission

Extrait no 6 - EQUATEUR - DEVELOPPEMENT DE COOPERATIVES RURALES

1. Introduction

Dans l'examen de cette idée de projet, j'ai eu des contacts avec trois partenaires potentiels : le Ministère du bien-être social et du travail (MBSyT), le Ministère de l'agriculture (MAG) et avec l'Institut Coopératif Equatorien (ICE).

2. Contacts avec le MBSyT

J'ai eu un entretien avec le Dr Rivadeneira, Director nacional de cooperativas au MBSyT, ce qui m'a permis de m'assurer que :

- les coopératives agricoles n'entrent pas dans la compétence du MBSyT; elles sont en charge du MAG;
- le domaine du coopérativisme non-agricole ne nous offre pas de possibilité valable d'intervention, vu que la Dirección nacional de cooperativas semble nettement manquer de dynamisme dans son action et de clarté dans les objectifs qu'elle poursuit.

3. Contacts avec le MAG

J'ai rencontré l'ing. M. Riofrio, qui assume depuis un mois le poste de directeur de la division du développement rural (DDR). M. Riofrio peut être considéré comme un élément dynamisant au MAG, dont il admet l'inadéquation face au problème du développement rural, notamment sur le plan de l'organisation interne du MAG. La DDR a reçu la responsabilité d'organiser le coopérativisme rural dans le cadre de la réforme agraire mais, d'après M. Riofrio, elle n'y est pas préparée, la structure de la DDR n'est pas adéquate et elle n'assume ses fonctions dans le coopérativisme que d'une façon bien théorique. Ainsi, la DDR n'a pu que former un département "coopératives" au niveau de Quito, mais

- 2 -

elle ne dispose pas de personnel pour s'implanter dans le reste du pays, alors que son objectif est précisément de préparer le personnel au niveau des provinces.

D'autre part, la DDR ne dispose pas en propre des services d'appui nécessaires, tels qu' avocats, comptables, pour le développement de coopératives. Ces services sont mis à disposition par le pool d'avocats et de comptables du MAG.

Il y a actuellement 1'500 coopératives rurales en Equateur, auxquelles il faut ajouter 1'700 "comunas". Pour couvrir ce secteur coopératif/communautaire, la DDR ne dispose que de 400 personnes dans tout le pays, qui sont nécessairement très dispersées. La DDR cherche à se concentrer géographiquement. Dans chaque zone de travail se trouvent un avocat et un comptable, mais il s'agit de personnel dépendant du MAG, et non de la DDR. Le premier objectif du nouveau directeur de la DDR est d'obtenir l'assignation exclusive de ce personnel. Ensuite, il s'efforcera d'améliorer la coordination déficiente des activités de la DDR avec IERAC et le Ministère de la Santé. D'autre part pour citer M. Riofrio, la DDR tentera de définir ce qui est "desarrollo rural". La DDR est donc en pleine mutation, en train de se définir. A l'heure actuelle, il serait prématuré de prêter notre collaboration à la DDR, mais à moyen terme, si la réorganisation entreprise par son nouveau directeur porte ses fruits, nous pourrions certainement reprendre la discussion avec ce partenaire.

4. Contacts avec ICE

A fin 1971, les institutions engagées dans le coopérativisme en Equateur ont organisé un séminaire, dont le but était d'unifier les programmes de formation coopérativiste. De ce séminaire est né ICE, formé en 1972. Il comprend onze institutions associées :

- Dirección nacional de cooperativas (MBSyT)
- IERAC (Instituto ecuatoriano de reforma agraria y colonización)
- Banco de cooperativas
- Federación de cooperativas de ahorro y crédito
- Federación de cooperativas arroceras
- Cooperativa de seguros del Ecuador
- Instituto ecuatoriano de formación social
- Fundación ecuatoriana de desarrollo
- CESA (Central ecuatoriana de servicios agrícolas)
- Central ecuatoriana de servicios urbanos
- Unión de cooperativas cafeteras de El Oro

La forme de ICE est celle d'une organisation de droit privé, de type coopératif, à but non lucratif, dédiée à la planification et à l'exécution de formation coopérative, tendant à professionnaliser l'administration des "entreprises coopératives" et à collaborer à la coordination et à l'intégration du mouvement coopératif, ainsi qu'à appuyer les organisations coopératives.

ICE constitue la branche active du Consejo cooperativo nacional (CCN) qui est l'organisation faitière du coopérativisme en Equateur, groupant des représentants du secteur public (MAG, MBSyT et Ministère de l'Education) et du secteur privé. Le CCN n'a pas de bureau permanent et ne se réunit que quatre fois par an. Par contre, il reçoit 5% des bénéfices de toutes les coopératives, ce qui représente 350'000 sucres par an (frs. 35'000.-- environ), dont 300'000 vont à ICE pour l'exécution de ses programmes.

Ce financement local ne couvre que le quart du coût des programmes de ICE, le solde est apporté par Brot für die Welt (RFA), à raison de US \$ 32'000.-- par an depuis 3 ans, spécifiquement pour la formation de dirigeants de coopératives du secteur rural.

Vu sa faible base financière, ICE ménage d'assez bons rapports avec le gouvernement, qui ne donne cependant aucun appui financier. Il n'en reste pas moins que ICE constitue l'aile marchante du coopérativisme rural en Equateur, et que si ce mouvement se renforce un jour, il le devra sans aucun doute à ICE.

Dans son activité de formation, ICE se dédie en priorité aux cadres coopératifs qui n'ont joui que d'une instruction primaire, mais encore plus à leurs fils, partant de l'idée que c'est la jeune génération qui saura insuffler le dynamisme nécessaire au mouvement coopératif. Les cours visent à former la conscience critique que le coopérativisme est un facteur de changement social en Equateur, que les entreprises doivent se développer non seulement économiquement, mais aussi socialement. ICE pense être en train de réussir à injecter peu à peu un contenu social et politique dans le mouvement coopératif. Il appuie en priorité les coopératives les plus nécessiteuses et non pas celles qui ne le sont que de nom, pour des raisons économiques, telles que la URECOBA (je cite ICE...). Ces coopératives les plus nécessiteuses se trouvent dans le secteur rural, il leur manque à la fois la base économique et les ressources humaines.

ICE dispose d'un centre de formation pour 35 personnes situé à 20 minutes de Quito, à Tumbaco. Les participants viennent de tous les pays pour recevoir des cours spécialisés selon le type de coopérative auquel ils appartiennent. ICE désire ouvrir deux sous-centres, l'un dans la province de Tungurahua (centre du pays), l'autre près de Santo Domingo.

- 4 -

Dans ses cours, ICE utilise la dynamique de groupe, peu de théorie. Chaque participant élabore un plan de travail pour sa coopérative, avec l'appui de ICE. ICE suit l'exécution de ces plans, avec le Banco de Fomento. Un séminaire annuel avec tous les participants évalue ensuite les résultats obtenus.

En 1976, ICE prévoit d'étudier l'état du mouvement coopératif et les formes de l'éducation coopérative en Equateur, qui sont très diverses, afin d'élaborer un plan unique d'éducation coopérative. ICE forme même des dirigeants coopératifs étrangers, actuellement 3 Paraguayens et 3 Boliviens, précédemment des Péruviens et des Honduriens. En outre, ICE va réaliser une étude du coopérativisme dans la zone andine, en collaboration avec CINAMOS. ICE couvrira la Colombie, l'Equateur et le Venezuela, alors que CINAMOS couvrira la Bolivie, le Chili et le Pérou.

Les activités rurales en Equateur sont très bien réparties entre la Direction des coopératives du MAG et ICE. Le MAG donne les cours de base, avec l'appui des fédérations coopératives, alors que les cours spécialisés moyens et avancés sont le domaine de ICE. ICE recourt également à de brèves émissions de radio (5 min.).

ICE porte un jugement sceptique sur l'activité du secteur public dans le domaine du coopérativisme. L'appui officiel est jugé symbolique et avant tout verbal, le MAG est réputé ne pas croire aux coopératives et aux "comunas" et le MBSyT n'est guère efficace. Et cela, parce que le mouvement coopératif a toujours souffert, jamais rien exigé.

C'est cette attitude que voudrait changer ICE, qui se sent bien équipé pour cette tâche sur le plan humain, mais manque malheureusement de fonds, par exemple pour amplifier son programme de cours et se procurer une documentation sur le coopérativisme qui soit adaptée aux conditions équatoriennes. ICE serait prêt à nous soumettre un projet si nous étions disposés à le soutenir.

5. Conclusion et recommandation

Il me semble à la fois possible et souhaitable d'appuyer le développement de coopératives rurales en Equateur.

ICE me paraît être le partenaire le plus qualifié pour une action débutant à bref délai. Celle-ci pourrait rester dans un cadre financier modeste, par exemple Frs. 100'000.- à 200'000.- pour une phase de deux ans. Il est à noter qu'il s'agirait en fait d'aide financière et que l'arrimage juridique entre la CT et ICE pourrait poser quelques problèmes.

Comme solution de rechange, nous pouvons envisager de collaborer à moyen terme avec la DDR du MAG, si elle réussit sa mutation,

- 5 -

après avoir été mal conçue au départ, sous l'égide de la "mision andina". Riofrio dispose de solides appuis, a de la "charisma", il semble donc que le futur de la DDR est assez prometteur. Notons en outre que les relations CESA - Riofrio sont anciennes et excellentes (cf. extrait de rapport concernant CESA).

J.P. Nyffeler

t.320.6-50 - NY/bp
t.311 Equateur

Berne, le 9 juillet 1975

Rapport du voyage de service de J.P. Nyffeler en
Amérique latine (11 avril-12 mai 1975)

Extrait no 7 : EQUATEUR - Projet CESA

1. La Central Ecuatoriana de Servicios Agricolas (CESA)

Etant donné que CESA est suffisamment connue dans nos services et qu'une plaquette intitulée "CESA, una experiencia en desarrollo rural" a été versée au dossier, je me bornerai à décrire en guise d'introduction quelles sont les relations entre CESA et la Division du développement rural du Ministère de l'Agriculture, à travers le point de vue de l'Ing. Riofrio, le nouveau directeur de cette division.

La fonction initiale de CESA a été de distribuer les terres de l'Eglise en exécution de la loi de la réforme agraire. Dans cette activité, les résultats obtenus ont été assez divers - dépendant dans une grande mesure du degré de collaboration des évêques - mais CESA a pu ainsi acquérir une grande expérience du travail avec les petits agriculteurs. Sur ce plan, elle est même l'organisation la plus expérimentée en Equateur.

Les relations entre CESA et la Division du développement rural sont de "bonne volonté", de coïncidence d'idéal. Elles ne sont pas officialisées, il s'agit pour l'instant d'activités parallèles et complémentaires, mais lorsqu'il sera question d'investissements, une formalisation sera nécessaire. D'ailleurs la base juridique existe déjà, sous la forme du décret présidentiel No 1034 du 11 septembre 1973 relatif à CESA. Au niveau opérationnel, le personnel de la Division travaille déjà avec celui de CESA, notamment dans le Chimborazo et dans le Cañar. Le MAG (c.à.d. la Division) dispose de personnel technique (agronomes, personnel pour les services de santé), alors que CESA est spécialisé dans l'organisation des petits paysans et peut mettre du crédit à leur disposition.

Ce dernier point est important, car le MAG ne peut directement mettre du crédit à disposition, ceci est fonction du Banco de Fomento, qui agit avec lenteur et n'arrive guère au petit paysan. En fait, le Banco ne négocie qu'avec les grands et moyens paysans. Notons tout de même que la Division peut vendre des fertilisants à crédit grâce à des fonds rotatifs de la FAO, mais ces fonds sont modestes et la Division ne les emploie que là où les crédits du Banco de Fomento n'arrivent pas.

- 2 -

Bien que les rapports entre CESA et la Division ne soient pas encore officialisés - ce qui laisse une plus grande liberté d'action à CESA - les contacts entre le personnel du MAG et celui de CESA sont fréquents, par exemple à l'occasion de participation commune à des séminaires.

L'activité de CESA déborde maintenant largement son cadre initial. Elle s'étend en dehors des anciens territoires de l'Eglise, partout où le petit paysannat paraît susceptible d'être organisé efficacement.

2. Discussions avec CESA

Mes discussions avec MM. Jordan et Espinel de CESA ont porté sur l'examen de deux idées de projet, qui ont été ensuite analysées par MM. Jordan, Spiro et moi-même. Il a été convenu que CESA enverrait ultérieurement une description de ces deux projets à M. Spiro pour transmission à Berne. Ceci a été fait et les deux descriptions de projet figurent au dossier (t.311 Equateur).

L'un de ces deux projets ne peut entrer en considération pour la CT, parce que trop coûteux. Il s'agit du projet de développement intégral de communautés paysannes de la Cuenca du Rio Guayas. Je ne reprendrai donc ci-après que les informations relatives au deuxième projet, qui ne figurent pas dans la description du projet fourni par CESA.

3. Projet de production de semences de riz

En Equateur, la production et la distribution de semences de bonne qualité sont en mains de l'Etat. La production de ces semences ne permet pas de couvrir les besoins d'organisations paysannes populaires et marginales, les quantités disponibles étant utilisées par les grands et moyens producteurs. La capacité de production de ces semences est reconnue comme insuffisante, mais le MAG oriente ses ressources vers d'autres actions jugées plus prioritaires, telles que la conservation des récoltes. Vu que le MAG est incapable d'amener la capacité de production au niveau souhaité par le petit paysannat, CESA pense que l'Etat ne s'opposerait pas à un projet complétant ses propres activités, CESA nous propose donc de participer financièrement à un projet de production de semences certifiées de riz dans la province de Guyas.

Fourquoi Guyas ? Parce que c'est la région où l'organisation du petit paysannat semble avoir de bonnes chances de succès. Pourquoi le riz ? Parce que c'est la culture dominante dans la province de Guyas. En outre, les coopératives de producteurs de

riz sont le plus grand succès à mettre à l'actif du mouvement coopératif en Equateur. Le 75% du riz produit en Equateur est fourni par des coopératives.

Dans ce projet, il s'agit donc de produire des semences sélectionnées qui seront ressemées et assureront le processus de multiplication. Il faudra donc établir une structure de contrôle de production pour maintenir une sélection permanente, car seul le 20 à 30% d'un lot de production est utilisable. En effet, le riz est une variété végétale très instable. On utiliserait l'"INIAP 6 synthétique", qui est une union de 18 lignes génétiques. Celles-ci réagissent l'une sur l'autre de sorte qu'après 2 ou 3 générations, les semences ne peuvent être garanties. Le riz dégénère d'où la nécessité d'un contrôle permanent. Pour d'autres variétés que l'INIAP 6, le problème du contrôle de la qualité est tout aussi aigu.

Le projet se propose donc de produire et de contrôler 1000T de semences de riz par année. Il s'agirait d'acheter une base de semences très pures (semilla de fundación), qui servira à produire des semences enregistrées (semillas registradas). Celles-ci seront vendues à crédit aux organisations paysannes, dont la production sera ensuite rachetée par CESA. Après triage, cette production donnera des semences certifiées (semillas certificadas), qui subiront un traitement protecteur et seront revendues aux organisations pour poursuivre le cycle de production. La production de ce projet portera donc sur le 3ème degré de qualité de semences, les semences certifiées, mais elle n'entrera pas au niveau inférieur (semillas seleccionadas) qui est insuffisant.

Pour lancer ce projet, CESA aimerait acquérir 50 à 100 tonnes de "semillas de fundación", qui procurent une constance génétique idéale. Mais comme les stocks disponibles sont en principe réservés à l'INIAP, il est possible que CESA ne puisse en obtenir et doive se rabattre sur les "semillas registradas". Celles-ci sont tout à fait acceptables, moyennant un contrôle plus serré. En outre, on gagnerait un cycle de production (6 mois).

Le coût de ce projet est estimé à 11 mio de sucres, soit environ 1.1 mio de francs, dont 6.5 mio pour les investissements fixes, un million pour les semences, pesticides, etc. et 3.5 mio pour les frais de fonctionnement (y c. la dotation du fonds de commercialisation). CESA sollicite de notre part le financement de l'équipement technique, de l'achat d'un terrain de démonstration et du coût des semences et insecticides. Les frais de fonctionnement seraient largement pris en charge par CESA (4 à 5 techniciens plus une dizaine d'opérateurs).

Si nous pouvions manifester un intérêt de principe pour ce projet, CESA poursuivrait son élaboration en planifiant son début pour 1977. Il serait préparé en collaboration avec l'Empresa mixta de

- 4 -

de certificación de semillas, avec l'ACAL (Asociación de cooperativas agrícolas del Litoral) et serait approuvé par la Planificación. De notre côté, nous pourrions envisager de financer notre contribution grâce aux fonds en sucres provenant des remboursements de notre prêt de Frs. 1.0 mio à la CV-CFN pour les études de CENDES. Les remboursements prévus sont de Frs. 425'000.-- en 1975 et de Frs. 250'000.-- en 1976.

J.P. Nyffeler

t.120.6-50 - NY/bp
 t.311 Equateur
 t.311 Equateur 11

Berne, le 10 juillet 1975

Rapport du voyage de service de J.P. Myffeler en
 Amérique latine (11 avril-12 mai 1975)

Extrait no 8 : EQUATEUR - SECAP; Banque Mondiale; Consultants

1. SECAP : Formation de mécaniciens agricoles

1.1 Organisation du projet

Les changements de personnel intervenus au niveau de la direction du SECAP ont temporairement retardé l'organisation de ce projet. M. Betschart m'a décrit le nouveau directeur général comme étant très nationaliste mais assez peu capable. Il faut espérer qu'après une période de rodage, le SECAP redeviendra le partenaire efficace qu'il était du temps de l'équipe Pazmino-Altuna.

Pour l'instant cependant, le SECAP hésite visiblement à s'engager. A fin avril, le plan d'opérations n'était pas encore signé, le mécanisme d'utilisation des fonds de l'aide en blé n'était pas encore mis en place, et qui plus est, le SECAP venait de découvrir qu'il n'était pas propriétaire du terrain sur lequel les bâtiments de IMASE (Institut de mécanique agricole suisse-équatorien) doivent être construits.

Face à cette situation, M. Spiro reste sur la réserve et laisse le plus de champ possible à M. Betschart pour faire activer les choses, afin que l'équipe de Swisscontact apprenne d'emblée à s'affirmer face au SECAP. D'autre part, M. Spiro laisse le soin au MAG de mettre le SECAP sous pression pour l'organisation des mécanismes de l'aide en blé.

Du côté institutionnel, mentionnons également que la rivalité entre l'OIT et les coopérations bilatérales au sein du SECAP semble s'accroître, ce qui explique la proposition du SECAP de localiser le centre IMASE à plusieurs heures de Quito. Cette proposition suggérée par l'OIT a été rejetée à juste titre par Swisscontact.

1.2 Activités opérationnelles

Le cours d'instructeurs se terminera à fin juillet. Les élèves formés seront distribués comme suit ;

- 2 -

- 7 instructeurs resteront à IMASE
- 2 iront à Obras Publicas (Département des travaux publics)
- 1 à FEDESOME (Fédération de mecanicos y operadores)
- 4 à CEDEGE

Un élève a abandonné le cours en janvier 1975

Afin de synchroniser les cours de IMASE avec ceux du SECAP, le cours de première année débutera en janvier 1976. Alors que nous avons prévu des volées de 30 élèves, le SECAP demande maintenant qu'elles soient de 60, à répartir en deux équipes de 30 unités (2 shifts). SECAP invoque comme raison l'importation prévue de 800 tracteurs par le Banco de Fomento et de 800 par le MAG, cette année encore, ce qui accroîtrait la demande de mécaniciens agricoles.

Il est probable qu'une première volée de 60 élèves n'éprouverait pas de difficultés à se placer, mais ce rythme ne pourrait pas être maintenu dans les années suivantes. Il serait donc paradoxal que le SECAP doive accroître sa contribution à ce projet en même temps que le nombre d'apprentis diminuerait. En outre, la capacité disponible pour le cycle de base ne permettrait pas d'absorber de tels effectifs. Un nouveau bâtiment serait nécessaire, mais les problèmes de propriété découverts par le SECAP retardent le début des constructions. Enfin, je pense que l'importation de tracteurs neufs accroîtra plutôt la demande au niveau de l'entretien que de la réparation, du moins dans un premier stade. Or, le SECAP a convenu avec Swisscontact d'affecter l'une des deux unités mobiles à des cours d'entretien pour utilisation de matériel rentier lourd, ce qui diminue de moitié la capacité de formation dans le domaine agricole.

Vu ce qui précède, j'ai donc indiqué à M. Betschart que nous n'étions pas disposés à admettre que l'effectif de la première volée dépasse 40 élèves, et que si un effort supplémentaire devait être consenti, il devrait porter sur l'acquisition d'une troisième unité mobile.

1.3 Situation budgétaire

Les fonds provenant de l'aide en blé se monteront à environ 3,9 mio de sucres. L'unité mobile coûtera 1,7 mio, le solde sera donc de 2,2 mio, ce qui est un peu juste mais devrait néanmoins suffire, selon M. Betschart, car des économies ont été faites sur le matériel de base. Par contre, si la première volée était de 60 élèves, il faudrait acheter plus d'outillages individuels et les fonds ne suffiraient pas.

2. Projet de la Banque Mondiale dans le Tungurahua

Comme convenu, je me suis informé sur ce projet, mais cela ne m'a pas mené bien loin, car selon M. Spiro, il n'est pas réa-

liste que nous songions à couvrir les aspects sociaux de ce projet, car nous nous engagerions alors dans une action à très long terme. Rappelons qu'il s'agit d'un projet portant sur les eaux du Tungurahua, dans la province du même nom, située dans la Sierra à 200 km au sud de Quito.

Au moment de mon séjour à Quito, les experts de la Banque avaient déjà terminé leur étude et avaient quitté l'Equateur. Le projet n'en est encore qu'au stade des études préliminaires et ne figure pas dans l'inventaire national des projets de la Junta Nacional de Planificacion de mars 1975. Le financement n'est pas encore accordé et il ne faut pas compter que ce projet démarre avant 3 ans. Le partenaire local serait INHERI (Instituto nacional de hidrologia y recursos hidraulicos). Des contacts doivent avoir lieu entre INHERI et la Banque Mondiale après la mise au point de ces études préliminaires.

3. Les activités de consultants suisses en Equateur

Par le biais d'études financées par la Coopération technique, quelques firmes de consultants suisses se sont vu ouvrir le marché équatorien, qu'il s'agisse des membres du Consortium MOBESSCO (Toachi-Pilaton) ou du Consortium Motors Columbus/Bertrand et Blanchut dans le cas des études CENDES. Je ne sais si leurs performances sont représentatives de l'activité de ce corps professionnel, mais je n'ai pas manqué de noter qu'elles ont manqué une bonne occasion de se créer du goodwill auprès de leurs partenaires locaux. Je pense notamment aux études de Toachi Pilaton, dont la livraison a été l'objet d'une série de retards successifs, pour se faire finalement presque à la sauvette, avec plusieurs mois de retard, alors que d'autres pays partenaires remettaient de semblables études à grand renfort de relations publiques. On peut certes objecter que c'est la solidité du travail effectué qui compte, mais je n'en pense pas moins que la coopération technique est un élément de notre politique extérieure, et que sans tomber dans l'emphase publicitaire, elle aurait à gagner à se débarrasser parfois d'une modestie réellement excessive. Je me réfère non seulement au projet Toachi-Pilaton, mais également au projet de Medellín (en Colombie) qui a pour ainsi dire été prolongé "dans l'arrière boutique".

En ce qui concerne les études CENDES, ce serait plutôt MM. Bertrand et Blanchut qui auraient manqué le coche, et dans ce cas en conjugant retards de livraison et travaux incomplets.

J.P. Nyffeler

t.120.6-50 -- NY/bp
t.311 Colombie
t.311 Colombie 1
t.311 Colombie 10

Berne, le 28 juillet 1975

Rapport du voyage de service de J.P. Nyffeler en
Amérique latine (11 avril-12 mai 1975)

Extrait no 9 : COLOMBIE - Généralités; IPROSCO; Medellin

1. Généralités

La Colombie ne s'est jamais distinguée par l'harmonie des rapports entre les différents groupes sociaux, mais pour un observateur qui visite régulièrement ce pays depuis une dizaine d'années, l'accroissement actuel des tensions sociales est nettement perceptible. Les structures du système politique colombien ne laissent qu'une faible marge de manoeuvre au gouvernement de M. Lopez Michelsen pour poursuivre sa politique réformatrice, dont la mise en oeuvre est en outre entravée par une conjoncture économique défavorable. Le déficit important des finances publiques attise les tendances inflationnistes, en même temps qu'il empêche le gouvernement de donner les impulsions nécessaires à une politique de plus grande justice sociale.

Le gouvernement est donc dans une position de faiblesse et la plupart de mes contacts en Colombie ont le sentiment qu'il est toléré par les forces armées et que celles-ci ne lui accordent qu'un sursis assez limité pour résoudre - ou au moins atténuer - les problèmes sociaux qui déchirent la société colombienne, faute de quoi celles-ci assumeront le pouvoir et abandonneront la fiction de la démocratie formelle.

Dans cette situation instable, la mise en oeuvre d'un programme de coopération technique est malaisée, d'autant plus que la Colombie dispose dans une large mesure des ressources nécessaires à son développement et ne figure donc pas dans le groupe des pays qui bénéficieront en priorité de notre coopération. En outre, les organismes partenaires potentiels sont affectés par la crise des finances publiques et ne pourraient guère nous garantir une exécution ponctuelle de leurs engagements contractuels. De ce point de vue, nos récentes déconvenues avec le SENA et la fragilité du projet de Medellin sont significatives.

- 2 -

J'ai donc convenu avec M. l'Ambassadeur Geiser qu'il importait en premier lieu de consolider le programme en cours, ce qui veut dire :

- améliorer les mécanismes institutionnels du projet de Medellin, notamment du point de vue financier et budgétaire, afin de renforcer l'ancrage de ce projet;
- mener correctement à son terme notre retrait des projets de Pasto et de l'IPROSCO.

Concernant de nouveaux projets, nous appliquerons un programme "à l'équatorienne", c'est-à-dire portant sur la petite agriculture organisée, les coopératives, l'artisanat, bref sur le développement rural et le soutien aux groupes sociaux et régions défavorisées. Notre Ambassade ne prendra pas d'initiatives mais sera attentive aux possibilités de projets dans les domaines qui nous intéressent.

J'ai indiqué à M. Geiser que nous envisagions de consacrer un demi million de francs au maximum à de nouveaux projets en Colombie durant la prochaine période de crédit cadre et que pour l'instant, le seul projet nouveau qui éveille notre intérêt est celui de "Vivamos Mejor" à Cali. Celui-ci pourrait absorber environ la moitié de l'enveloppe financière prévue pour de nouveaux projets en Colombie.

2. IPROSCO

J'ai discuté avec M. Aemilian Schaer de deux sujets étroitement liés : ses plans d'avenir et le futur de l'IPROSCO.

En ce qui le concerne, M. Schaer croit à la validité des objectifs de l'IPROSCO et pense rester pour une longue période en Colombie, sans date limite. Quant à l'IPROSCO, il poursuit sa mue rapide. On pense s'appuyer sur une coopérative de professeurs de l'Université nationale, en restant neutre vis-à-vis des principaux groupes politico-économiques du pays, afin de se protéger contre les changements politiques. M. Schaer considère qu'en dépit de cette neutralité apparente, le travail de l'IPROSCO est "engagé".

Comme dans le passé, IPROSCO partagera ses tâches entre l'Université et les réalisations pratiques. M. Schaer et ses deux collègues colombiens assurent 51 heures d'enseignement par semaine, à raison de 17 heures par tête. M. Gebhard Schwarz, un étudiant de St-Gall, viendra prochainement collaborer avec l'IPROSCO dans le cadre de la préparation de sa thèse de doctorat, sur le thème du développement d'une technologie adaptée aux conditions colombiennes (voir au dossier t.311 Colombie 1 le plan de ce travail

ainsi que différents documents sur IPROSCO remis par M. Schaer). L'étude de M. Schwarz revêt une certaine actualité, mais il est regrettable qu'il suive en partie les traces de nos experts de Medellin (notamment de M. Caloz) sans songer à exploiter le travail et l'expérience de ses prédécesseurs.

Les activités pratiques actuelles de l'IPROSCO portent en premier lieu sur la poursuite de son travail traditionnel avec des institutions telles que la Conférence épiscopale et l'organisation de séminaires pour des groupes de 10-15 participants de la petite industrie (p. ex.: "Le marché de la petite entreprise").

D'autre part, M. Schaer étudie quelques possibilités d'activités non-traditionnelles. Il pense notamment à l'implantation d'une petite usine destinée à la production d'alcool industriel (à base de distillation de pommes de terre), avec un investissement initial de 1.0 à 1.2 mio de francs. Il s'intéresse également au développement d'entreprises communautaires qui s'éloigneraient de la production type "artesanias", pour s'orienter vers la mode et les jouets (pour le marché local).

L'institutionnalisation du projet reposera sur le centre de recherches de l'Université nationale et sur la coopérative de professeurs susmentionnée, en se fondant sur un concept d'autofinancement et de rentabilité, avec l'appui d'un comité de patronage de haute qualité qui pratiquera le pluralisme idéologique. M. Schaer ne pense pas inclure d'anciens étudiants de l'IPROSCO dans ce comité, car il considère que ceux-ci ont également évolué vers des positions conservatrices (sic). De ce point de vue, on peut donc dire que les animateurs de l'IPROSCO ne sont guère satisfaits de la façon dont germent les "graines idéologiques" qu'ils ont semées.

3. Formation d'ingénieurs-mécaniciens à Medellin

3.1 Les finances de l'Université nationale

La crise des finances publiques colombiennes ne manque pas d'affecter la capacité de l'Université nationale d'exécuter les engagements pris à l'égard de l'EPFL. Pour comprendre cette situation il faut partir du fait que le budget de l'Education nationale pour 1975 a été fixé non pas à la suite d'une consolidation de ses différentes rubriques, mais simplement en prenant pour base les dépenses effectives de 1974, grosso modo. De ce budget, il a été attribué 360 mio de pesos à l'Université nationale, libérés par douzièmes mensuels. L'Université nationale de Medellin reçoit donc une part de 5.5 mio par mois, alors que les salaires de son personnel atteignent 5.7 mio par mois et que l'ensemble de ses dépenses atteint 7.5 à 8.0 mio par mois. Il n'est donc pas

surprenant que l'Université pare au plus pressé, le paiement des salaires, et renvoie à plus tard le versement de fonds pour l'achat de matériel.

Selon la convention passée avec l'EPFL, l'Université nationale devra mettre à disposition du projet 930'000 pesos en 1975 pour la rubrique du matériel. Cette somme sera versée vers mi-1975, dès que la rallonge de 160 mio de pesos prévue pour l'Université nationale aura été libérée par le gouvernement.

Il semble donc que le projet se sortira tant bien que mal de cette mauvaise passe pour 1975, mais ces problèmes financiers risquent bien de se répéter en 1976 et dans les années suivantes, faute d'une procédure budgétaire adéquate. D'autre part, il nous faut bien nous rendre compte que l'Université nationale restera un partenaire incertain, car elle est la source et l'objet d'intenses controverses politiques en Colombie, preuve en soit le récent remplacement de son recteur, jugé trop progressiste. La fermeture de l'Université nationale de Medellin a été envisagée au printemps de cette année, et le fait que cette mesure a été évitée ne signifie pas qu'elle ne sera pas prise un jour.

3.2 L'équipement du projet

L'équipement du projet a notamment progressé depuis la première inspection, il y a deux ans. La plupart des appareils scientifiques sont sur place, mais leur mise en route prend du temps, liée qu'elle est au degré de préparation du personnel colombien. L'installation de la "granja" a débuté en avril 1975. L'atelier est en voie d'équipement, mais il doit encore être pourvu d'une isolation adéquate. Dans le laboratoire de métrologie, une bonne partie du matériel n'est pas encore utilisé, car sa livraison a précédé la préparation du personnel.

3.3 Personnel

Le personnel de la section de mécanique compte 16 unités, dont 4 experts de l'EPFL et un stagiaire de INDEL, M. Von Burg, Selon notre chef de projet, ce dernier est un bon élément, qui s'est assimilé très facilement. Son stage a été prolongé jusqu'au mois de juin, le coût supplémentaire étant pris en charge par le projet.

Comme dans le passé, la cohésion de l'équipe suisse-colombienne de Medellin reste remarquable.

3.4 Les problèmes des experts suisses

Au cours d'une longue discussion caractérisée par une franchise amicale, les 4 experts suisses m'ont exposé leurs griefs et suggestions. L'ensemble de la discussion peut être ramené au problème de l'information et de la préparation des experts. Ceux-ci ne connaissent pas ou peu nos services, et il est certain qu'un stage initial à Berne et à Moghegno aurait permis d'éviter bien des malentendus. Il nous faudra à l'avenir prendre des arrangements en ce sens avec le Professeur Paschoud.

J'ai expliqué en détail à nos experts notre système de rétribution, et les raisons pour lesquelles nous ne pouvions tenir compte de leurs suggestions. Je leur ai également expliqué que les conditions offertes en Suisse aux boursiers de Medellin étaient encore au-dessus de la moyenne et ne pouvaient être améliorées. Nos experts s'en tiennent à leur point de vue, mais ils comprennent le nôtre et ont fini par l'admettre.

Au chapitre de l'information, nos experts désireraient entrer en contact avec des projets similaires au leur : je les ai encouragés dans cette voie et leur fournirai plusieurs adresses de contact. Ils souhaiteraient que soit répété le séminaire industriel de Santiago (1973) : je leur ai dit que nous étions satisfaits de cette expérience et que nous pensions pouvoir tenir compte de leur suggestion. Ils désireraient bénéficier des travaux de notre groupe de travail sur la formation professionnelle : je leur ai promis que nous ferions le nécessaire. Enfin, ils souhaiteraient avoir accès à certaines de nos évaluations, dans la mesure du possible, pour en tirer des idées : je leur ai dit que leur suggestion serait transmise, mais qu'ils ne devaient pas se faire de grandes illusions à ce sujet, car nous tenons à préserver le caractère confidentiel des rapports d'évaluation.

3.4 Conclusions

Je pense qu'il ne serait pas opportun de changer de monture au milieu de la rivière, c'est-à-dire de bouleverser l'organisation de ce projet dans une phase délicate. Le Professeur Paschoud veille d'ailleurs à conserver les larges compétences reçues en vertu de l'arrangement entre le Délégué et l'EPFL. Il s'agit donc pour nous de chercher systématiquement à appuyer et compléter son activité de gestion là où elle présente des faiblesses. Il nous faudra aussi penser à l'insuffisance de l'actuelle convention EPFL-Université nationale lors de son renouvellement.

t.120.6-50 - NY/sg
t.311 Costa Rica 1
t.311 Costa Rica 4

Berne, le 25 juin 1975

RAPPORT DE MISSION NYFFELER EN
AMERIQUE LATINE
11.4. - 12.5.1975

Extrait no. 10 : COSTA RICA - Instituto Nacional de Aprendizaje (INA)

1. Formation de mécaniciens agricoles

J'ai fait une brève visite de courtoisie au personnel costaricien engagé dans ce projet, qui a été remis à l'INA à fin 1973. Etant donné qu'il fait actuellement l'objet d'une évaluation, je me bornerai à indiquer que tout le placement des apprentis que le fonctionnement du projet après le retrait de l'aide suisse ne paraissent créer aucune difficulté. Il convient maintenant d'attendre les résultats de l'évaluation.

2. Ecole du froid

2.1. Etat du projet

Depuis l'inspection réalisée en 1974 (cf rapport Veglio du 12.8.1974), l'état de ce projet ne s'est guère modifié. L'école reste dirigée par M. Hans Keller, avec l'appui de l'ing. Fernando Solano. Ce dernier semble un peu trop accaparé par les multiples fonctions qu'il exerce au sein de l'INA, ce qui limite le temps qu'il peut consacrer au projet du froid. M. Jäggli est responsable des activités pratiques, alors que M. Braunschweiger est chargé de la théorie et de la préparation des programmes. Ils sont secondés par trois instructeurs de l'INA, MM. Chaverri, Cordero et Ortega. Un quatrième instructeur est en stage

à Madrid, M. Espinosa.

L'école dispose d'un abondant matériel usagé, donné par diverses firmes suisses (compresseurs, frigorifiques etc.) et importé à Costa Rica aux frais de l'INA. Celui-ci sert pour les travaux pratiques des élèves, qui se consacrent également au perfectionnement des installations de l'atelier du froid et à l'exécution de travaux pour le département de recherches en alimentation de l'Université de Costa Rica. L'école du froid prête son appui à l'Université en améliorant les équipements dont celle-ci dispose : par exemple, pose de contrôles automatiques sur un "germinateur" destiné à la conservation des semences (études de température, d'humidité et de lumière).

D'une façon générale - et non seulement dans ce projet - on peut constater que l'INA pousse la formation de ses élèves et la rapproche du niveau du technicien moyen. Il serait cependant erroné de pousser sur un front uniforme la formation de l'ensemble des élèves de l'école du froid, car l'on accentuerait d'une part le caractère monolithique du programme, et d'autre part on compromettrait le placement d'une partie des élèves. Il est donc envisagé d'introduire dans le programme du froid le système de formation modulaire ("modules of employable skills", c'est-à-dire unités de formation capitalisables), qui permet au spécialiste en technique du froid de compléter peu à peu sa formation professionnelle sans devoir abandonner la sphère de production pendant des périodes prolongées.

2.2. La phase de "follow up"

la deuxième phase du projet se terminera le 30 juin 1976. M. Keller prévoit de quitter le projet à fin 1975, alors que MM. Braunschweiger et Jäggli resteront à San José

jusqu'à mi 1976. Suivant la planification initiale de ce projet, il ne resterait plus qu'à appuyer l'INA par une phase de "follow up", consistant en un fonds pour le renouvellement du matériel, un programme de bourses à l'étranger par les instructeurs costariciens, ainsi qu'un programme de bourses d'entretien à l'intention des ressortissants centro-américains formés dans le projet.

Dans le cas où la formation modulaire serait introduite dans le projet, il faudra envisager d'accroître notre contribution dans la phase de "follow up", c'est-à-dire mettre à disposition deux experts pendant un an chacun, et fournir un complément de matériel didactique. A son retour de mission d'inspection en Amérique Latine, M. Jenny nous fera des propositions précises concernant l'ampleur de la contribution à envisager de notre part pour le "follow up", avec et sans le passage au système modulaire.

3. Tendances de l'INA

L'INA est soumise à une lente mutation, sous l'influence du BIT d'une part, et de son nouveau président/secrétaire exécutif d'autre part, M. Danilo Jimenez Veiga, ancien ministre du travail. Le BIT pousse à l'introduction du système modulaire et au recours accru au tronc commun à différents programmes, ce qui permet en principe de réaliser certaines économies dans les programmes de formation tout en procurant une plus grande mobilité en cours de carrière professionnelle, et devrait permettre une meilleure adaptation aux débouchés offerts par l'économie du Costa Rica. En même temps, le fait que non seulement l'INA mais aussi le Technicum (formation de niveau moyen) soient placés sous la direction de M. Jimenez a pour conséquence que l'écart entre ces deux institutions se comble peu à peu.

- 4 -

A terme, il est probable que le passage de l'INA au Technicum sera grandement facilité pour les éléments les plus doués. D'ailleurs l'INA se prépare de créer un laboratoire métallurgique, sous l'impulsion de M. Solano. J'ai invité celui-ci à prendre contact directement avec les experts de l'EPFL à Medellin.

t.120.6-50 - NY/bp
 t.311 Costa Rica 1
 t.311 Costa Rica 6

Berne, le 28 juillet 1975

Rapport du voyage de service de J.P. Nyffeler en
 Amérique latine (11 avril-12 mai 1975)

Extrait no 11 : COSTA RICA - Unacoop; Turrialba

1. Unacoop

Avant de visiter le projet Swisscontact-Unacoop à San José, j'ai eu un entretien à ce sujet avec M. Betschart, à Quito. Il estimait qu'il était encore trop tôt pour porter un jugement sur M. Ruiz. Il prévoyait que la construction de l'atelier serait terminée dans le courant du mois d'août et avait préparé toutes les listes de commande de matériel d'occasion, à l'intention de M. Ruiz. Il était très déçu des conditions offertes par la firme Rapid pour la livraison de tracteurs monoaxes. Aucun rabais de quantité n'a été accordé pour une commande d'environ frs.400'000.- et M. Betschart avait l'impression que Rapid n'est pas très intéressé au marché du Costa Rica. M. Betschart m'a indiqué que Swisscontact prévoyait la mise à disposition d'un expert suisse dès le mois de septembre, pour une année au minimum. Il m'a aussi indiqué que l'Unacoop a versé 6'000.- colones par mois (frs. 2'000.--) pour ses propres services dans ce projet, ce qui démontre tout de même un certain intérêt.

Après mon entretien avec M. Betschart, qui est le promoteur de ce projet, il est assez décevant de rencontrer M. Rodrigo Ruiz. Celui-ci est sans doute apte à gérer une opération commerciale, mais il est évident que le domaine industriel - même de la petite industrie de réparation et d'entretien - n'est pas le sien. Il ne semble d'ailleurs pas y porter un réel intérêt. Dès que je l'ai sorti de son bureau et des entrepôts de l'Unacoop, pour l'amener vers l'atelier en construction, il s'est mis à errer comme une âme en peine, visiblement hors de son élément naturel. Il n'a pu me répondre à aucune question concernant l'atelier (destination des locaux, "timing" de la construction, etc), se bornant à me dire que M. Betschart s'occupait de tout cela. La construction de l'atelier a débuté en janvier 1975. Elle est à base de structures métalliques et de plaques de béton et présente un peu les caractéristiques d'un bunker. Je me demande si un architecte a réellement regardé de près les plans de construction, mais on ne peut en tout cas pas douter de la solidité de

- 2 -

l'ensemble. Son caractère économique me semble plus douteux.

De retour à son bureau, M. Ruiz a paru plus à l'aise, quand nous avons abordé des questions de prix.

Le prix des tracteurs Rapid lui semble extrêmement haut et ne lui permet pas de calculer un prix prospectif pour ses clients. Quant au problème de l'aval bancaire, il m'a assuré qu'il serait réglé prochainement.

2. FAO -- Turrialba

2.1 Introduction

En vue de planifier la suite éventuelle à donner à notre coopération au projet de Turrialba, nous aurons à considérer l'aspect technique d'une part, et le social d'autre part. Sur le plan technique, le rapport final FAO-Vitali nous fournira en principe des éléments d'appréciation suffisants. Je me suis donc concentré sur l'analyse des aspects sociaux de ce projet, et plus particulièrement sur les conceptions et les buts du centre agricole cantonal de Turrialba (CACTU), parfois appelé "Diversificación agrícola" ou "Diversificación".

J'ai eu plusieurs discussions à ce sujet avec M. Barrès, expert de la FAO et directeur technique du CACTU, qui m'a remis une abondante documentation sur le CACTU, notamment un mémorandum préparé pour la Dupont Foundation, daté du 21.4.75 intitulé "Philosophy and goals of the CACTU" (versé au dossier t.311 Costa Rica 6). Ce document reflète fort bien ce qui m'a exposé M. Barrès, je ne reprendrai donc pas ici son contenu et me bornerai à le compléter. Les autres documents versés au dossier sont :

- Informe económico del CACTU (1968-1974)
- Informe técnico (del CACTU) a la oficina del café
- Agricultural Diversification (classeur s/CACTU)
- Plans financiers de CACTU (1975-1977).

2.2 Buts et conceptions du CACTU

Le but du CACTU est de stimuler le développement de la région de Turrialba, par la création d'entreprises viables, qui poursuivront ensuite leur croissance par leurs propres moyens. Le CACTU est donc avant tout une organisation de recherche et développement sans but lucratif, qui ne s'intéresse aux résultats économiques que dans la mesure où il s'agit d'assurer la viabilité des entreprises créées, et,

- 3 -

par leur détachement ultérieur du CACTU ("spinning off"), d'assurer la récupération des investissements consentis par le CACTU, pour la création de nouvelles entreprises.

En somme le CACTU est une nursery pour petites entreprises un conglomérat dont l'activité est "spinning off viable operations". Il constitue l'inverse des conglomérats habituels (Litton, ITT, etc), qui acquièrent des entreprises existantes et se séparent de leurs opérations non-rentables. Les options fondamentales du CACTU ont été prises en fonction d'un système d'économie de marché et de la structure socio-économique du Costa Rica, qui ne laisse pas subsister des disparités (et des tensions) aussi accentuées que dans d'autres pays d'Amérique latine. Le CACTU a donc choisi la voie de la création d'emplois, plutôt que l'aide aux couches les plus défavorisées de la population, considérant que dans le premier cas, on atteindra un développement rapide, alors que dans le second, on n'arrivera qu'à un développement à très long terme. Le CACTU estime que sa politique coïncide exactement avec celle du gouvernement, qui cherche à créer des postes de travail, et qu'elle s'exerce dans une région idéale, car le développement industriel de la capitale atteint les limites de la saturation.

Le CACTU veut donc prouver que telle ou telle entreprise ("venture") est viable, et il le fait en mettant une idée de base au "banc d'essai" sous forme d'une entreprise pilote de petite dimension, où le risque couru est modeste et défini à l'avance. Une fois que la rentabilité de l'opération pilote est démontrée, on passe alors à une dimension plus grande, ou à la multiplication d'entreprises similaires. Le CACTU n'intervient en principe pas dans ce dernier stade, il ne se considère que comme un lanceur de nouvelles industries, un promoteur.

En vue de l'implantation d'une nouvelle culture ou d'une nouvelle industrie, le CACTU procède comme suit, à partir de la première idée de base :

- A. recherche biologique (p.ex. sylvicole ou apicole)
- B. recherche institutionnelle (cadre institutionnel)
- C. conception du système (système de culture, de gestion, de recherche, etc.)
- D. recherche de l'équilibre financier (atteinte du point mort, preuve de la validité économique du système).

Ceci explique pourquoi le CACTU n'est pas particulièrement intéressé par les formes sociales que revêtira le produit final, c'est-à-dire l'entreprise qui aura achevé sa mue d'entreprise pilote en entreprise indépendante du CACTU. Le CACTU

considère que ce stade échappe à son contrôle. Pour l'entreprise pilote proprement dite, M. Barrès ne pense pas que la forme d'une coopérative soit adéquate. Elle peut très bien convenir pour des cultures ou produits solidement établis, mais lorsqu'il s'agit de surmonter les aléas d'un lancement, il faut disposer de beaucoup de flexibilité, de mobilité, et pouvoir s'appuyer sur des systèmes de gestion bien au point. Les coopératives ne sont pas assez souples ni suffisamment capitalisées, pour satisfaire ces exigences, et la sous-capitalisation de l'entreprise imposerait le recours à un crédit bancaire onéreux.

Les opérations du CACTU sont donc conduites par de vrais managers, et de ce point de vue, le manager de la fabrique de jouets, M. Zamora, peut être considéré comme tout à fait représentatif du type d'homme que le CACTU désirerait mettre à la tête de chacune de ses opérations. Il est cité comme le meilleur manager du CACTU et touche 8'000.-- colones par mois (environ US \$ 1'000.--). A titre de comparaison, un manager local travaillant pour une firme étrangère touchera US \$ 3'000.-- par mois au maximum (p.ex. US \$ 2'000.-- chez Del Monte); sur le marché local, un mécanicien agricole touche 800 à 1'000 colones par mois, un électricien 1'100, une secrétaire 1'200 à 1'500, un technicien en réfrigération jusqu'à 2'000 par mois.

M. Zamora est donc confortablement rétribué, mais son revenu est dans les normes pour un manager capable tel que le recherche le CACTU. Il s'agit de se procurer de bons managers, qui créeront une bonne base économique pour l'entreprise. L'argument selon lequel M. Zamora est rétribué en excès de ce que pourrait payer une coopérative ne tient que dans la mesure où la forme finale de la fabrique de jouets sera celle d'une coopérative, ce qui ne semble pas devoir être le cas. Une coopérative d'artisans pourrait intervenir comme actionnaire dans l'entreprise, les artisans pourraient être des sous-traitants moyennant un contrôle serré de qualité, mais le coopérativisme n'ira pas plus loin.

2.3 Appui ultérieur de la CT

Au-delà de notre appui à la fabrique de jouets, M. Barrès souhaiterait que nous coopérions à la fondation du parc industriel mentionné dans le document préparé pour la Dupont Foundation ("industrial park for pilot agro-industries"). Différentes modalités pourraient être envisagées; M. Barrès nous suggère les suivantes :

- a) nous pourrions financer l'équipement des quatre ateliers de base (industrial kitchen, laboratory for quality testing, woodshop, metalshop);

- 5 -

- b) nous pourrions mettre à disposition un technicien pour chacun de ces ateliers (pour 2 ans), qui formerait un homologue costaricien;
- c) envisager une collaboration triangulaire entre des groupes industriels suisses, CACTU et la CT.

M. Barrès a l'intention de nous envoyer une demande préliminaire (avec copie à notre Ambassade), afin de sonder nos intentions.

2.4 Conclusions

Les options du CACTU ne recouvrent pas exactement celles auxquelles nous sommes traditionnellement attachés. Je trouve qu'elles peuvent être valables dans le contexte socio-économique du Costa Rica et il serait à mon sens erroné de les balayer d'un revers de main, pour hétérodoxie. Après tout, le coopératisme n'est pas une panacée universelle et il vaudrait la peine de continuer à nous intéresser à l'expérience originale du CACTU. Elle pourrait nous inspirer utilement dans d'autres projets de la Coopération technique.

J.P. Myffeler

t.120.6.-50 - NY/ba
 t.311 Guatemala
 t.311 Guatemala 5

Berne, le 10 juillet 1975

RAPPORT DE MISSION NYFFELER EN
 AMERIQUE LATINE (11 avril - 12 mai 1975)

Extrait no 12: GUATEMALA - Quezaltenango; Projet forestier FAO

1. Statut du projet de Helvetas à Quezaltenango

Le problème à résoudre était celui de la reconnaissance du statut des 4 experts mis à disposition de ce projet par Helvetas. Après un échange de vues préliminaire avec M. l'Ambassadeur Gut et M. Cattaneo, son collaborateur, je me suis rendu avec ce dernier au MAE pour une entrevue avec le Ministre Lic. Luis Méndez Dangel.

Celui-ci a commencé par nous offrir le choix entre la signature d'un accord-cadre et l'enregistrement de Helvetas comme entité de droit local. Je lui ai indiqué qu'aucune de ces solutions ne nous était acceptable et qu'un simple échange de notes nous paraissait plus adapté au problème à résoudre. M. Méndez m'a indiqué que le MAE avait toute latitude pour procéder à des échanges de notes, mais que dès qu'il s'ensuivait des conséquences financières ou fiscales, le Parlement devait en être saisi au préalable.

Comme Helvetas jouit déjà par le canal de la coopérative Xelac de toutes les facilités nécessaires d'importation en franchise de douane, nous n'avions guère d'avantages financiers ou fiscaux à attendre d'un échange de notes éventuel. J'ai donc déclaré à notre interlocuteur que nous renoncions à l'obtention d'un quelconque avantage financier ou fiscal par le biais de l'échange de notes proposé, et que nous nous intéressions uniquement à ce que le MAE s'engage à donner ou faire donner toutes les facilités de résidence et de travail nécessaires aux experts d'Helvetas dans l'exercice de leur activité au Guatemala, en échange du soutien financier que la Confédération apporte au projet de Quezaltenango.

M. Méndez m'a alors déclaré que dans ce cas, l'échange de notes ne posait aucun problème. En vue de faciliter le déroulement de cette procédure, il a même suggéré à M. Cattaneo le canevas de la note qui pourrait émaner de notre Ambassade.

La principale conclusion qui peut être tirée de cette entrevue est que les autorités guatémaltèques désirent officialiser le moins possible le projet d'Helvetas à Quezaltenango. Elles le tolèrent et ne saboteront pas son exécution, mais elles s'efforceront de prendre toutes les mesures requises de la façon la plus discrète possible. Ainsi elles réserveront l'avenir et auront le loisir d'influencer le déroulement de ce projet par de simples mesures administratives, dans le sens qu'elles jugeront souhaitable, en fonction de la conjoncture politique interne.

- 2 -

2. Projet FAO Gua/72/006 : Fortalecimiento del sector forestal

J'ai pris contact avec l'expert de la FAO directeur de ce projet, M. Tasaico. Celui-ci m'a remis une description complète de ce projet (classée au dossier t.311 Guatemala).

Le plan d'opérations (cf. page 28 de la description de projet) se déroule de façon satisfaisante, quoique avec un retard d'environ 5 mois. Celui-ci est dû au fait que INAFOR éprouve quelque peine à s'organiser, ce qui entraîne quelques retards administratifs pour le projet.

J'ai indiqué à M. Tasaico que nous étions intéressés à l'envoi d'un expert associé. Il m'a alors remis les descriptions de postes encore ouverts qui avaient été envoyées à la FAO. Elles concernent les postes suivants (pour 2 ans/expert chacun) :

- Statisticien avec expérience en programmation
- ingénieur forestier spécialisé en inventaires de forêts et en programmation
- ingénieur forestier spécialisé en aménagement sylvicole.

M. Tasaico étudie la possibilité d'une petite action liée au projet FAO, qui consisterait en l'établissement d'un plan pilote/démonstratif de protection contre les incendies forestiers dans une zone de 10'000 ha de conifères sur des propriétés municipales, dans lesquelles auraient été constituées des coopératives. Il s'agirait pour une source bilatérale de fournir le matériel destiné à ce petit projet c.à.d. des pelles, pompes, moyens de transport, ce qui représenterait un montant de 5 à 10'000 dollars environ. Le projet durerait deux ans et s'inscrirait dans le cadre de la "Campagne mondiale contre la faim". M. Tasaico soumettra ce projet à Rome dès que les coopératives auront été formées dans la zone prévue.

J.P. Nyffeler

t.120.6-50 - NY/bp
 t.311 Honduras
 t.311 Honduras 3

Berne, le 28 juillet 1975

Rapport du voyage de service de J.P. Nyffeler en
 Amérique latine (11 avril-12 mai 1975)

Extrait no 13 : HONDURAS - Formation professionnelle rurale; UNICEF

1. Introduction

Le principal objectif de ma mission au Honduras a été de récolter le maximum d'informations sur le projet INFOP/BIT et accessoirement sur l'action de l'UNICEF dans ce pays, dans le cadre du programme d'urgence mis sur pied après les dévastations causées par l'ouragan Fifi. Dès mon retour de mission, le projet INFOP/BIT a fait l'objet d'une entrée en matière, donc il n'y a pas lieu d'y revenir ici, si ce n'est pour situer l'INFOP par rapport à d'autres institutions honduriennes qui pourraient devenir nos partenaires dans le cadre de projets de coopération bilatérale.

Sur un plan général, on peut dire qu'actuellement, le Honduras peut obtenir tous les crédits qu'il veut de la part des grandes agences internationales. Il n'y a aucun problème de financement, il n'y a qu'un problème d'absorption de cette masse de crédits: le Honduras n'a pas les capacités humaines ("know how") pour les digérer. Le risque est grand de vouloir tout faire à la fois. Citons par exemple - pour la petite histoire - qu'en décembre 1974, les autorités honduriennes ont présenté au PNUD un catalogue de projets d'un montant de US \$ 1,8 milliard.

Actuellement la coopération internationale au Honduras s'exerce surtout dans le domaine agricole, sous forme d'un appui institutionnel (renforcement des ministères et agences gouvernementales). Les autorités honduriennes commencent seulement à faire l'inventaire de la coopération dont elles bénéficient, en vue de la planifier. Déjà le PNUD a une programmation sur 5 ans, l'OEA sur 2 ans et le Canada étudie lui aussi une programmation de sa coopération avec le Honduras.

Les principales sources étrangères sont les suivantes, par ordre décroissant d'importance :

1. AID : travaille uniquement dans le secteur rural
2. PNUD : par le BIT, à l'INFOP, à la Planification, etc.
3. Canada : fonds substantiels, dans le secteur agricole
4. OEA
5. Grande-Bretagne : plusieurs projets (experts et bourses) dans le secteur agricole; donne aussi appui institutionnel.
6. Allemagne : p.ex. centre de mécanique générale et d'électricité créé en 1969 à San Pedro Sula et repris par l'INFOP.

Viennent ensuite Israël (bourses), le Mexique (bourses), la France (matériel) et le Japon (envoi de volontaires). Signalons encore, au niveau des agences internationales, que l'UNICEF et l'UNESCO ont essayé de coordonner leurs activités avec celles du BIT, mais sans succès. L'UNESCO n'est pas implanté au Honduras, alors que l'UNICEF travaille à partir du Guatemala et semble développer avec succès son programme d'urgence.

2. Formation professionnelle rurale

Au Honduras, l'institution clé dans le domaine agraire est l'Instituto Nacional Agrario (INA), qui est dirigé par le Lt Colonel Maldonado. Il s'agit là d'un des trois postes clés au niveau gouvernemental, et de contenu éminemment politique, puisque l'INA est responsable de la mise en oeuvre de la réforme agraire.

Placée sous le contrôle de l'INA se trouve une institution qui est responsable des programmes de formation professionnelle dans le cadre de la réforme agraire. Il s'agit de PROCARA (Programa de capacitación de la reforma agraria), qui a été fondé avec l'appui du PNUD. PROCARA reçoit des fonds du Banco de Fomento et du budget du Ministère des ressources naturelles. Cette institution est de création récente et bénéficie de l'appui d'experts internationaux, et au premier chef de M. Santos Morales. Actuellement, l'avenir de PROCARA reste incertain, en dépit des efforts du Ministère des ressources naturelles pour lui donner plus de dynamisme. Il est possible que PROCARA soit finalement absorbé par INFOP pour éviter tout risque de chevauchement, bien qu'en principe les activités de ces deux institutions soient complémentaires.

Alors que INFOP est responsable de la formation pour des métiers spécifiques, PROCARA a pour tâche de former les administrateurs d'entreprises rurales associatives (coopératives, etc), les promoteurs de la réforme agraire. Il s'agit donc plus d'activités de promotion sociale, à caractère politique, alors que celles de INFOP sont techniques.

INFOP semble destiné à devenir peu à peu l'unique institution responsable des activités de formation professionnelle rurale. Pour l'instant, il évalue ce que font d'autres institutions dans ce secteur et comble les vides. Ce qui ce fait, c'est très peu. Mentionnons rapidement l'Escuela agricola panamericana (privée, dirigée par un Suisse, M. Federico Kocher), les écoles Luis Bográn du Ministère de l'Education, l'Instituto Vocacional Honduras, ainsi que divers petits instituts privés sans grande valeur. Bref, le champ d'expansion de INFOP est immense et la seule crainte que l'on peut avoir est que INFOP s'y perde, à vouloir trop faire à la fois.

Notons deux données significatives, tirées du "Diagnostico de los recursos humanos en Honduras 1960-1972", publié en novembre 1973 par le "Grupo de recursos humanos" de la Planification :

- entre 60 et 80% de la main-d'oeuvre n'a pas reçu l'éducation minimum nécessaire à un travail effectif dans le processus économique du pays;
- en 1972, le 72% de la population vivait dans le secteur rural.

Donc, les options prises pour notre programme futur sont judicieuses. Dans ce contexte, citons les commentaires de M. Mattsson, res. rep. du PNUD :

- octroi de crédits à des conditions de faveur à des organisations paysannes : "C'est crucial. Là se trouve le goulot d'étranglement, le crédit bancaire n'arrive pas aux petits producteurs";
- assistance technique aux coopératives dans le domaine financier et comptable : "Pas besoin d'un appui, c'est couvert par le PNUD, par PROCARA/INA";
- assistance technique dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles : "Ce domaine est déjà partiellement couvert par le PNUD et AID".

M. Mattsson m'a également suggéré une idée de projet qui correspond à l'expertise dont nous disposons dans le domaine de la mécanique agricole. Il s'agirait de fournir des experts et de l'équipement pour l'établissement d'un service d'unités mobiles de réparation (mobile workshops). De tels programmes ont été réalisés en Tanzanie par l'UNIDO (financé par l'URSS) et dans d'autres pays africains (financé par la Chine).

3. Activités de l'UNICEF au Honduras

Les activités de l'UNICEF au Honduras ont pris naissance en suite de la "guerre du football" entre le Honduras et le Salvador, sous forme d'un programme de développement intégral de la zone frontière

- 4 -

Elles ont reçu une nouvelle impulsion lors de la mise en oeuvre du programme d'urgence consécutif à l'ouragan Fifi.

Les partenaires honduriens de l'UNICEF sont les suivants, classés par ordre décroissant d'efficacité (selon M. Quiros de l'UNICEF):

1. Ministère de la Santé
2. Junta nacional del bienestar
(bonne implantation, bonnes ressources)
3. Patronato nacional de la infancia (PANI)
4. INA
5. Ministère des ressources naturelles
6. Ministère de l'éducation

En ce qui concerne spécifiquement le programme d'urgence, sa situation financière était la suivante à fin avril, en US dollars :

| | | | |
|---|---|----|---------------|
| Fonds mis à disposition (UNICEF) | : | \$ | 400'000.--- |
| Déjà dépensé | : | \$ | 428'000.--- |
| Assistance spéciale bilatérale demandée | : | \$ | 1'000'000.--- |

Sur le \$ 1.1 mio demandé, les contributions suivantes ont été promises, mais non encore mises à disposition :

| | | |
|--------------------------------|----|-------------|
| - Grande-Bretagne | \$ | 360'000.--- |
| - Comité privé UNICEF espagnol | \$ | 200'000.--- |
| - Birmanie | \$ | 3'000.--- |

L'UNICEF préférerait des contributions financières non spécifiques, c'est-à-dire non liées à l'un des onze sous-projets du programme. Il serait ainsi plus facile d'orienter les fonds vers les sous-projets qui rendent le mieux. Cependant, il est clair que des contributions spécifiques seraient aussi les bienvenues. En ce qui concerne les experts sur place de l'UNICEF, on préfère recruter des latino-américains, qui coûtent moins cher et permettent de réduire les frais de déplacement. Si nous envisagions de mettre du personnel suisse à disposition, M. Quiros désirerait pouvoir l'utiliser sur une base régionale, c'est-à-dire centro-américaine, par exemple, pour collaborer à un projet de développement communal à Panama.

Après examen des onze sous-projets du programme, pour déterminer lesquels se prêteraient à une coopération de notre part, nous avons identifié le sous-projet suivant comme le plus intéressant :

Food production equipment

Le but est d'augmenter rapidement la production d'aliments dans la zone affectée par l'ouragan. Partenaire local : INA. Fonds bilatéraux demandés : US \$ 210'000.--. Aucun fonds de l'UNICEF ne sont prévus pour ce sous-projet, donc son démarrage dépend d'un financement bilatéral.

Les fonds demandés couvrent l'équipement de petites fabriques d'aliments, p.ex. "Pork processing plant", "Milk processing plant", éventuellement fromagerie. On aurait besoin de deux experts étrangers, voire plus. Les activités se concentreront au début sur la production de riz, de maïs, etc., pour passer ensuite à l'implantation de petites unités de production (c'est-à-dire de traitement) dans des zones isolées et parfois même sans électricité.

La politique de l'UNICEF est de transformer autant que possible ce programme d'urgence en un programme à long terme, produisant des résultats durables et le sous-projet que nous avons sélectionné me paraît assez adéquat de ce point de vue là. Jusqu'à maintenant, les développements possibles à long terme de ce programme n'ont pas fait l'objet d'échanges de vues entre M. Quiros et les partenaires locaux, car il ne désire pas éveiller de faux espoirs. Mais si nous nous intéressions au sous-projet décrit plus haut, il pourrait certainement être élaboré plus en détail.

J.P. Nyffeler